



PROGRAMMATION
**Journées
 québécoises
 de la solidarité
 internationale**
PAGES 16-17

Le point

VOLUME 36 - NUMÉRO 2 - NOVEMBRE 2016



Regards sur la solidarité internationale



**Et si on
 essayait la Paix**
 Par René Lord



Page 5

**Quel avenir pour
 les mouvements
 altermondialistes ?**
 Par Joanie Milette



Page 20

**Campagne
 BDS-Québec**
 Par Claude Lacaille



Page 26

SOMMAIRE

LE TEMPS DE L'AUDACE MONDIALE - DANIEL LANDRY	P. 2
ÉDITORIAL - JEAN-CLAUDE LANDRY	P. 3
LE SILENCE DES MORTS VENUS D'AILLEURS	
CAROLANE BABINEAU	P. 4
EXTRÉMISME : POUR UN CHANGEMENT DE STRATÉGIE - RENÉ LORD	P. 5
CAMPAGNE SOLIDARITÉ HAÏTI 2016 - L'ÉQUIPE DU CS3R	P. 6
AU TRAVERS DES NUANCES (TÉMOIGNAGE) SABRINA BOURGELA	P. 8
« IL EST TEMPS DE RENTRER À LA MAISON » JEAN-NICOLAS LATOUR	P. 9
LES STAGIAIRES INTERNATIONAUX	
D'HIER À AUJOURD'HUI - SYLVAIN PINET	P. 10
NOUS NE SOMMES PAS SEULS - CSI DE SHERBROOKE	P. 12
LE SÉNÉGAL EST-IL LA PROCHAINE CIBLE ? XAVIER SAINT-PIERRE	P. 14
L'EXPLOITATION PÉTROLIÈRE AU PÉROU CLÉMENTINE BIBEAU	P. 15
PROG. RÉGIONALE - JOURNÉES QUÉBÉCOISES DE LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE	P. 16
BABILLARD PHOTOS DU CS3R - L'ÉQUIPE DU CS3R	P. 18
L'ÉDUCATION AUX MÉDIAS - SARAH BOURDAGES	P. 19
QUEL AVENIR POUR LES MOUVEMENTS ALTERMONDIALISTES ? - JOANIE MILETTE	P. 20
QUE DIEU BÉNISSE L'AMÉRIQUE... ET LES ATHÉES XAVIER SAINT-PIERRE	P. 22
LE BOURBIER YÉMÉNITE - OLIVIER GAMELIN	P. 23
AGENDA CULTUREL ET SOLIDAIRE - L'ÉQUIPE DU CS3R	P. 24
LA CONSOMMATION DE PÉTROLE AU QUÉBEC JUSTIN COURTOIS	P. 25
MOUVEMENT BDS-QUÉBEC - CLAUDE LACAILLE	P. 26
PSYCHOED SANS FRONTIÈRES - DAVID LALONDE	P. 28
CARNET DE VOYAGE DE BOLIVIE - ANGELA WATTS	P. 30

Le Point est une publication bilingue

Comité de Solidarité/Trois-Rivières
942, rue Sainte-Geneviève, Trois-Rivières (Québec) G9A 3X6
Téléphone : 819-373-2598 - Télécopieur : 819-373-7892
www.cs3r.org - communication@cs3r.org

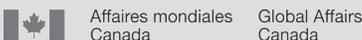
Conception graphique et mise en page
Martin Rinfret (martin.rinfret@gocable.ca)
Envoi de publication Enregistrement no. 488 151
ISSN : 0828-7910 Tirage : 1000 exemplaires
Imprimé sur papier 100% recyclé
Nous remercions toutes les personnes qui ont contribué à la rédaction de ce numéro.

Président du conseil d'administration : Jean-Claude Landry
Directeur général du CS3R : Jean-Marc Lord
Coordonnateur des communications : Olivier Gamelin
Conception graphique et mise en page : Martin Rinfret
martin.rinfret@gocable.ca



NOUS REMERCIONS LES PERSONNES ET LES ORGANISMES QUI ONT CONTRIBUÉ À LA RÉALISATION DE CE NUMÉRO. À DIFFUSER SANS MODÉRATION!

Initiative financée par :



En collaboration avec :



Avec l'aimable appui de :



Sans compter l'apport de :



LE TEMPS DE L'AUDACE MONDIALE

Dans le cadre du Forum social mondial (FSM) qui se tenait à Montréal en août 2016, Riccardo Petrella est venu présenter son plus récent ouvrage : Au nom de l'humanité : l'audace mondiale. Suite à quelques conférences dans le cadre du FSM, il a également profité de son passage au Québec pour s'arrêter à Trois-Rivières et offrir deux autres conférences.

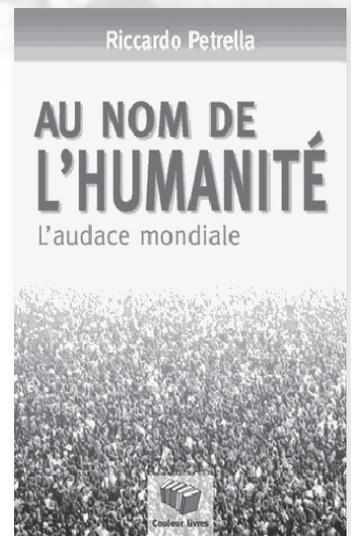


Daniel Landry

L'intellectuel italien est connu comme fondateur du Comité international pour un contrat mondial de l'eau, ainsi qu'initiateur de l'Université du Bien commun. Il est reconnu comme un ardent défenseur de cette notion de Bien commun. C'est pourquoi les dénonciations de la marchandisation de l'eau, ainsi que de la marchandisation de l'éducation sont au cœur de son discours.

En s'adressant au public québécois à propos de l'audace mondiale qu'il faut déployer, Petrella propose trois actions majeures et ambitieuses : mettre hors-la-loi le monde de la finance actuel, déclarer la pauvreté illégale et abolir la guerre. À titre d'exemple, il s'avère illogique, voire criminel, que des sociétés entières voient leur destinée se décider en fonction d'une économie déconnectée du monde réel. Petrella insiste aussi sur le fait qu'il faille aller au-delà de trois idées directrices qui influencent insidieusement notre devenir : Dieu, la Nation et l'argent. Le Bien commun ne peut se bâtir avec l'accumulation de richesses ou à partir d'une vision discriminatoire de l'autre. Quant à la guerre, l'auteur italien souligne l'absurdité des actions des États qui dépensent des sommes prodigieuses sur l'équipement militaire pendant qu'ils pourraient n'utiliser qu'une infime partie de ces sommes pour enrayer la pauvreté et réduire les dévastations écologiques.

À propos de l'ambition de son propos, Petrella peut se faire étiqueter d'utopiste. Il s'en réjouit d'ailleurs. À ses yeux, l'utopie ne doit pas être entendue en son sens étymologique, comme une absence de lieu (u-topia). Il faut plutôt percevoir que tous les changements sociaux, économiques et politiques majeurs dans l'histoire ont été réalisés par des groupes qui cherchaient à atteindre l'impossible. Petrella appelle d'ailleurs les acteurs du monde de l'éducation à « enseigner l'utopie », à faire preuve d'audace.



D'AUTRES OUVRAGES MARQUANTS DE PETRELLA PUBLIÉS EN FRANÇAIS :



Riccardo Petrella (2000),
L'éducation victime de cinq pièges,
Anjou, Fides.



Riccardo Petrella (2007),
Pour une nouvelle narration du monde,
Montréal, Écosociété.



Riccardo Petrella (2008),
Le manifeste de l'eau pour le XXIe siècle,
Anjou, Fides.

GOUVERNEMENT CANADIEN

UNE RUPTURE QUI TARDE À VENIR

Le 19 octobre 2015, la population canadienne élisait, après dix ans de règne conservateur, un nouveau gouvernement qui affirmait vouloir effectuer un changement de cap radical par rapport au gouvernement précédent. Dans l'édition de ce magazine, publiée peu après le changement de gouvernement, nous avons identifié certains enjeux qui appelaient, selon nous, ce changement promis par le Parti Libéral.



Jean-Claude Landry

Président du conseil d'administration du CS3R

CHANGEMENTS CLIMATIQUES

Alors que son prédécesseur démontrait peu d'intérêt pour la lutte aux changements climatiques, le premier ministre Justin Trudeau n'a cessé de répéter l'engagement du Canada pour réduire l'émission des gaz à effet de serre. Difficile de concilier ces engagements avec l'appui continu du gouvernement canadien à l'industrie des sables bitumineux, grande émettrice de gaz à effet de serre, et au projet Énergie Est, un oléoduc qui ne peut qu'accélérer ce type d'exploitation.

MILITARISATION ET DIPLOMATIE

M. Trudeau s'était engagé à freiner la militarisation croissante de la diplomatie canadienne, une tendance lourde du précédent gouvernement. Tel que promis, le nouveau gouvernement a mis fin aux frappes aériennes en Irak et en Syrie. Il a, en outre, fait l'annonce officielle de la reprise de la participation du Canada aux opérations onusiennes de maintien de la paix. Par contre, le premier ministre annonçait, l'été dernier, l'envoi prochain en Lettonie de 450 militaires qui se joindront à un groupe tactique multinational de 1000 soldats, « prêts au combat » selon les dires même de M. Trudeau. Groupement tactique dont le Canada assumera la direction.

Et que penser de la décision de maintenir le contrat de vente à l'Arabie saoudite de « véhicules blindés légers », pays qui viole allègrement les droits de la personne et détient Raïf Badawi, condamné à dix ans de prison et 1000 coups de fouet en 2012 pour avoir prôné la libéralisation du régime saoudien.

LA PALESTINE OCCUPÉE

Quoique fasse l'État Israël à l'égard de la Palestine occupée, Stephen

Harper était au premier rang pour se porter à la défense de la puissance occupante. Alors qu'on était en droit de s'attendre à une position plus équilibrée, voilà qu'un des premiers gestes du nouveau gouvernement à l'égard de la Palestine occupée fut de soutenir une motion condamnant le mouvement « Boycott, désinvestissement et sanctions », une initiative de la société civile visant à faire pression sur l'État d'Israël afin que cessent l'occupation militaire et la colonisation du territoire palestinien. Comme son prédécesseur, l'actuel gouvernement a pris parti pour l'État israélien à l'encontre du peuple palestinien qui subit depuis des décennies l'occupation illégale de son territoire.

OUVERTURE SUR LE MONDE ?

Enfin, comment ne pas s'étonner de l'attitude de fermeture du nouveau gouvernement qui, ces derniers mois, a refusé l'entrée au pays de nombreuses personnes, notamment des personnalités légitimement reconnues au plan international, invitées chez nous pour participer à des activités et événements citoyens ? Le refus de délivrer un visa à l'ex-ministre de la Culture et du Tourisme du Mali, Aminata Traoré, détentrice d'un passeport diplomatique, invitée au Sommet des peuples l'été dernier et le quasi refoulement à la frontière canadienne du député européen et militant écologiste José Bové sont des gestes qui s'inscrivent en droite ligne avec l'attitude de fermeture du gouvernement Harper.

Au-delà des déclarations d'intention de M. Trudeau, il faut bien admettre que, douze mois après son élection, les décisions et les gestes marquant une véritable rupture avec les politiques du précédent gouvernement se font toujours attendre.



Au-delà des déclarations d'intention, les décisions et les gestes marquant une véritable rupture entre les politiques de l'actuel gouvernement canadien et le gouvernement conservateur se font toujours attendre.

CONCEPT DE MORT KILOMÉTRIQUE

LE SILENCE DES MORTS VENUS D'AILLEURS

Ce n'est pas d'hier que des vagues de terrorisme inondent ici et là les quatre coins de la planète. Afrique, Amérique, Europe, Asie et Océanie, aucun continent n'est épargné. Le 13 novembre 2015, Paris tremblait sous l'assaut des soldats affiliés à l'État islamique. Le 22 mars 2016, la capitale européenne, Bruxelles, était frappée à son tour. Puis Nice le 14 juillet dernier. Trois événements qui ont soulevé une marée de sympathies internationales.



Carolane Babineau

À pareille date, ailleurs dans le monde, des dizaines d'attentats ont également touché d'autres pays – Somalie, Libye, Turquie, Irak, Afghanistan, etc. – avec, en bout de piste, des centaines de morts. Alors que les attentats commis en territoire occidental ont défrayé les manchettes, les médias ont très peu parlé des bombes qui ont explosé au sud de l'équateur. Une théorie journalistique relativement simple explique ce phénomène : la mort kilométrique.

LA MORT KILOMÉTRIQUE

Il va sans dire que les citoyens sont davantage interpellés par ce qui se passe géographiquement près d'eux. Proximité émotive oblige, un malheur qui s'abat sur notre pâté de maisons touchera davantage que ledit malheur à l'autre bout du monde. Idem en matière de tragédies internationales. Ainsi, depuis une dizaine d'années, la mort kilométrique est enseignée dans les écoles de journalisme pour jauger la pertinence d'une nouvelle. Le calcul est simple : il faut diviser le nombre de morts par le nombre de kilomètres qui distancent l'événement de l'auditoire. Il faudrait donc 100 morts en Afrique pour en égaliser un ici...

À la lumière des statistiques compilées par la firme d'analyse média Influence Communication, la scène internationale a occupé moins de 4 % de l'actualité québécoise en 2015, à peine plus de 7 % au Canada. En retour, les sports ont fait couler beaucoup d'encre, soit plus de 16 % au Québec et 11 % au Canada. À quelques exceptions près en provenance des États-Unis, de la France et de la Belgique, les nouvelles à saveur québécoise et canadienne occupent quasiment tous les barreaux de la courte liste des 50 nouvelles les plus courues en 2015.

De l'avis du président d'Influence Communication, Jean-François Dumas, les nouvelles internationales coûtent cher aux groupes médiatiques canadiens et intéressent peu l'auditoire. Selon lui, « le Québec demeure [...] la région occidentale où il y a le moins d'informations internationales. » « Nous sommes profondément québecocentriques », ajoute M. Dumas dans une entrevue accordée à la Fédération professionnelle des journalistes du Québec.

Cela dit, les Québécois ne détestent pas lorgner de l'autre côté de l'Atlantique, vers la France, pour voir de loin ce qui s'y passe. Ce qui

explique que l'attentat de novembre 2015 survenu à Paris est la deuxième nouvelle qui a eu le plus d'écho dans l'histoire contemporaine des médias québécois, après la tragédie de Lac-Mégantic. « La France est le pays qui génère le plus d'intérêt dans les médias québécois, davantage même que les États-Unis », remarque M. Dumas.

On parle ici de la loi de proximité, qui côtoie de près le concept de mort kilométrique. Si l'on s'intéresse davantage à notre voisin immédiat qu'au continent voisin, l'on s'attache plus facilement à celui qui nous ressemble, celui avec qui l'on partage une culture, une langue similaire. Par exemple, les médias québécois auraient-ils repris en boucle les attentats perpétrés au Burkina Faso en janvier dernier si six Québécois n'étaient pas tombés sous les balles? En retour, qui se souvient de l'attentat du 7 janvier 2015 en Libye qui a fait 50 morts ou bien l'attaque du 15 janvier en Somalie où des dizaines de personnes sont décédées?

SAFETY CHECK

Créé récemment par Facebook, le Safety check semble également régier par le concept de mort kilométrique. Le service permet de connaître en temps réel la situation des usagers du réseau social lorsqu'ils se trouvent au cœur d'une catastrophe. Entre autres, la vérification Safety check fut lancée par Facebook lors des attentats terroristes de Paris le 13 novembre, mais pas la veille lors d'une attaque similaire à Beyrouth qui a fait une quarantaine de morts. Un « choix » kilométrique qui avait soulevé une certaine controverse.



PHOTO: FR.WIKIPEDIA.ORG

Les attentats survenus à Paris le 13 novembre 2015, ont soulevé une énorme vague de sympathie au Québec et ailleurs dans le monde. À l'inverse, des dizaines d'autres attentats ayant causés davantage de morts et de destructions en Afrique, au Moyen-Orient ou en Asie, sont passés inaperçus.

EXTRÉMISME

POUR UN CHANGEMENT DE STRATÉGIE

Désarroi partout dans le monde depuis l'attentat de Nice. Un de plus. Et toujours la même question : comment peut-on arrêter ça ? Et toujours le même désespérant constat d'impuissance. Désarroi, notamment, de l'éditorialiste du Nouvelliste, Martin Francoeur, qui en vient même à se demander si l'intervention militaire, et les atteintes à la vie privée, ne deviendront pas nécessaires.

**René Lord**

Si on prenait la question autrement. Comment en est-on arrivé là ? Bien sûr, on peut remonter à la Première Guerre mondiale, aux accords de démantèlement de l'empire ottoman, qui avait eu la mauvaise idée de s'allier aux Allemands, on peut parler de ce partage du monde arabe qui a fait la fortune de la France et de l'Angleterre, entre autres, on peut parler de toute cette exploitation coloniale, autant de motifs qui alimentent encore aujourd'hui la haine des Arabes contre l'Occident. C'est cette haine, à n'en pas douter, vieille de plusieurs décennies, qui nourrit l'extrémisme. Alors quoi, comment peut-on réparer des années de bévues et d'horreur ? En envoyant encore plus d'avions, de bombes et de soldats ? N'ont-ils pas eu toute la place depuis longtemps ? Et les résultats de leur passage ne sont-ils pas évidents : encore plus de haine ! C'est à se demander pourquoi on persiste dans une voie qui ne fonctionne pas.

C'est évidemment le puissant lobby des fabricants d'armes, la puissante pression des électeurs éplorés et revanchards qui poussent les gouvernements vers la guerre. Ils savent pourtant ce que cela va donner : encore plus de guerre. Si on essayait autre chose : par exemple une stratégie de paix. Si on consacrait autant de moyens à faire la paix qu'on en dépense pour faire la guerre, on pourrait par exemple amplifier l'aide humanitaire, investir dans la lutte contre la pauvreté, dans l'éducation, dans le développement durable. Se pourrait-il qu'en agissant ainsi, on obtienne un nouveau résultat : la réduction de la haine ?

STRATÉGIE DE PAIX

Notre confort, notre richesse, notre jouissance de la vie constituent une provocation pour ces peuples de la Terre qui souffrent de la faim et de la guerre. Cette provocation fait partie du problème. Nous devons nous habituer à l'idée du partage des richesses. L'écart entre les riches et les pauvres, à l'échelle de la planète, à l'échelle des pays est le plus grand scandale de notre époque. Après des millénaires de civilisation, l'humain a échoué à se donner une vie harmonieuse sur cette planète, une vie juste et équitable, une vie de paix et de bien-être collectif dans

un environnement global qui peut tellement bien nous satisfaire tous. Et nous, qu'avons-nous fait des richesses de la Terre ? Certains ont dit, et nous en sommes, ces richesses sont pour nous. Et vous, les autres, débrouillez-vous.

Il est clair qu'il faut s'attaquer au chantier des inégalités économiques, facteur de guerre et de haine. Le plan Marshall, aussi intéressé qu'il fût en cherchant à éviter que l'Europe bascule dans le camp communiste, n'en a pas moins assuré la reconstruction du continent et lui a épargné la guerre pendant des décennies. C'est une voie incontournable pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord, notamment. Pourquoi ne pas tenter le coup ? Le gâchis actuel n'a-t-il pas démontré l'échec des approches traditionnelles de représailles et de sécurité ?

En plus de combattre les inégalités économiques, une offensive de paix doit œuvrer à réduire les écarts culturels, créer un terrain de rencontre dans lequel chacun fait des pas vers l'autre pour se connaître et

tenter de se comprendre. Dialogue interculturel, interreligieux aussi, cela fait partie de la lutte au manichéisme, nourriture de la guerre. Cela doit se faire à l'intérieur des pays et entre les pays.

Lutte aux inégalités, voilà la voie à suivre pour combattre le terrorisme, la violence raciale et sociale, les conflits de toute nature.

Pourquoi ne déploie-t-on pas, pour la paix, des ressources matérielles et intellectuelles aussi considérables que celles que l'on trouve si facilement pour faire la guerre ? N'y a-t-il pas, dans nos sociétés, d'éminents stratèges de paix, philosophes, experts en géopolitique, artistes, économistes, sociologues, etc. ? Pourquoi ne leur donnerions-nous pas préséance pour un temps ? Peuvent-ils échouer aussi lamentablement que les politiciens et les militaires, responsables du gâchis actuel ?

Une offensive de paix, massive, concertée, tous azimuts, axée sur le développement de l'humain, sur la compréhension, sur la lutte contre les inégalités et l'injustice, est-ce candide, utopique ? Idéaliste ou naïf ? Peut-être, mais ne vaut-il pas la peine de considérer cette voie qui, seule, peut freiner notre marche aveugle vers le chaos ?



KINBÉ FÈM PAS LAGÉ!

(TENEZ BON, IL NE FAUT PAS LÂCHER!)

Haïti, rebelote. Avec le passage de l'ouragan Matthew le 4 octobre dernier, l'épée de Damoclès s'est à nouveau détachée au-dessus de ce pays déjà si éprouvé. Après le tremblement de terre de 2010, qui avait entraîné dans la mort plus de 300 000 personnes, un nouveau malheur s'est abattu sur ce peuple résilient, certes, mais qui semble prisonnier d'un cercle de tragédies que les soubresauts de la nature seule n'expliquent pas. Car si c'était le cas, comment se fait-il que Matthew ait causé plus de morts et de dégâts en Haïti qu'ailleurs? Aux États-Unis et à Cuba par exemple, le nombre de victimes et l'ampleur des dégâts ne souffrent d'aucune comparaison avec la situation en Haïti.

L'équipe du Comité de Solidarité/Trois-Rivières

Bien évidemment, au-delà des tremblements de terre et des ouragans, le drame des Haïtiens et des Haïtiennes, c'est d'abord celui de vivre dans un pays pauvre où l'État est inexistant. C'est aussi celui d'être abandonnés et exploités par leurs élites, sou-

épidémies de choléra pour ne nommer que ceux-là. Autrement dit, tant que la pauvreté et les inégalités extrêmes vécues par le peuple haïtien perdureront, nous sommes condamnés à répondre à des urgences humanitaires.

Un État organisé et au service de la population, une société civile vigoureuse, des inégalités moins criantes, et des conditions de vie moins pénibles, feraient rapidement d'Haïti un endroit où le passage d'un ouragan ne créerait pas de problèmes plus grands qu'ailleurs.

vent avec la complicité de la communauté internationale. Un contexte, il faut le dire, qui prédispose fortement le peuple d'Haïti à subir de manière plus cruelle que d'autres les difficultés liées aux changements climatiques, aux tremblements de terre ou aux

COMMENT DOIT-ON RÉAGIR?

Quand une catastrophe humanitaire comme celle causée par le passage de l'ouragan Matthew survient, il est de la plus haute importance d'y répondre le plus rapidement possible par la solidarité et des collectes de

fonds. Il faut répondre aux besoins les plus immédiats en eau, nourriture, tentes, couvertures, médicaments et autres matériels de première nécessité. Les organisations québécoises ont à cet égard une approche très différente des grosses organisations internationales, en ce sens qu'elles ont établi des liens de grande proximité avec des communautés et des organisations haïtiennes non gouvernementales. Ces façons de faire, en réduisant les intermédiaires coûteux et moins fiables, et en travaillant directement avec les intervenants sur le terrain, assurent au public québécois que les dons recueillis sont bien utilisés au bénéfice des gens qui en ont le plus besoin.

Mais une fois la première réponse humanitaire effectuée, les organismes comme le CS3R, de même que le gouvernement canadien, devraient rapidement tout faire pour mettre fin à ce cycle de réponse humanitaire à des catastrophes naturelles. Cela doit se faire par une vision à long terme qui soit entièrement dédiée à la lutte à la pauvreté et au renforcement de la société civile et de l'État haïtien. Un État organisé (chose inexistante en Haïti aujourd'hui), une société civile vigoureuse, des inégalités moins criantes, et des conditions de vie moins pénibles feraient rapidement d'Haïti un endroit où le passage d'un ouragan ne créerait pas de problèmes plus grands qu'ailleurs.



PHOTO: CS3R

La responsabilité de la catastrophe humanitaire en Haïti n'est pas attribuable seulement à l'ouragan Matthew, mais bien surtout à la pauvreté.

UN EXEMPLE DE PROJET EFFICACE À LONG TERME

UN EXEMPLE DE PROJET EFFICACE À LONG TERME

Le CS3R a établi au fil des années des partenariats de proximité avec des communautés du Sud qui ont mené à des résultats positifs très concrets sur le terrain. Électrification de cliniques médicales en régions éloignées à Cuba, campagnes de communication sur la prévention de maladies infectieuses, promotion du moringa au Mali, et plusieurs autres. Dans le cas d'Haïti, nous collaborons depuis presque 10 ans avec une organisation haïtienne nommée IRATAM (Institut de recherche et d'appui technique en aménagement du milieu) sur des projets d'agroforesterie durable en milieu montagneux. Au cours de la première année, nous avons mis sur pied, avec l'IRATAM, une coopérative d'agriculteurs dans la commune de Sainte-Suzanne (Nord-Est). Ces paysans ont reçu de la formation et de l'appui technique leur permettant d'améliorer leurs rendements agricoles, de mieux nourrir leurs familles, en plus de générer des revenus supplémentaires, leur permettant pas exemple d'envoyer leurs enfants à l'école.

Aujourd'hui, le projet s'est étendu à 12 communautés qui disposent maintenant chacune de leur coopérative, elles-mêmes regroupées au sein d'une fédération. Ces coopératives sont organisées de manière à pouvoir transformer elles-mêmes une partie de leurs récoltes pour la commercialiser. Grâce à l'IRATAM et à notre partenariat avec eux, plus de 3500 paysans sont dorénavant membres des coopératives que nous avons mises sur pied, et des dizaines de milliers de personnes disposent de meilleures conditions de vie.

L'OURAGAN MATTHEW ET SES CONSÉQUENCES EN HAÏTI

840 MORTS

1,3 MILLIONS

DE PERSONNES SINISTRÉES

NOMBREUSES ROUTES

ET PONTS DÉTRUITS

80% DES BÂTIMENTS DE

LA VILLE DE JÉRÉMIE RASÉS

RECRUDESCENCE DU CHOLÉRA

RÉCOLTES DÉTRUITES

ET FAMINES À PRÉVOIR

CAMPAGNE SOLIDARITÉ HAÏTI 2016 FAITES UN DON!

En collaboration avec l'organisme Développement et Paix, le Comité de Solidarité/Trois-Rivières (CS3R) a mis en branle une campagne de soutien d'urgence et de reconstruction à la suite du passage de l'ouragan Matthew en Haïti.

La totalité des dons recueillis par le CS3R et Développement et Paix serviront directement la population haïtienne.

Pour faire un don sécurisé en ligne, rendez-vous au www.cs3r.org/haïti

Vous pouvez également téléphoner au 819-373-2598, ou vous rendre directement aux bureaux du CS3R au 942, rue Sainte-Genève, Trois-Rivières.

PHOTO: DÉVELOPPEMENT ET PAIX



Ces maisons en briques construites après le séisme de 2010 grâce aux dons des Canadiens ont résistées à la violence de l'ouragan Matthew.

PHOTO: CS3R.ORG



AU TRAVERS DES NUANCES

Ça pouvait dépendre des jours, des heures et de mon humeur. Ça pouvait aussi dépendre de ma fatigue, du soleil et du paysage. Parfois, c'était aussi une question de bruit, de chiens et de moustiques. Honnêtement, ça pouvait dépendre de beaucoup de choses, mais c'était surtout une question de lunettes. C'est que ça peut vraiment être dommageable des lunettes mal ajustées. Puis, on va aussi s'entendre que c'est un peu confrontant chez toi. Sans vouloir être ingrate, tu n'y es pas allé de main morte. On n'a même pas eu le temps de compter jusqu'à deux qu'on était déjà mis devant les faits accomplis.



Sabrina Bourgela

**Stagiaire Psychoed sans frontières
Haïti 2016**

Il ne faut pas que tu m'en veuilles. Ce n'est pas que j'ai envie de te provoquer, mais la première chose que j'ai eu envie de dire, c'est que c'était laid et pauvre, sale et triste. J'ai eu envie de te parler immédiatement de mon malaise quand j'ai vu le tapis de déchets recouvrant tes rues ainsi que la dame pieds nus, marchant sur ce même tapis, bras dessus, coq dessous. Ensuite, j'ai été confuse durant des heures lorsque j'ai vu le premier homme un peu amoché, un peu défectueux, mais cellulaire à la main. À un moment, j'ai eu envie de te pincer le cœur. C'était un peu méchant, mais j'avais envie de te faire sentir ce que j'avais vécu en voyant les fillettes de 4 ans, seules dans un chemin de terre, transportant comme elles le pouvaient des litres d'eau sur leur tête et dans leurs mains. On va s'entendre, je n'avais pas des choses très belles à te dire. Après quelques jours, je me suis tannée de moi. J'ai réalisé que je voyais tout croche et j'en ai eu marre de mes lunettes d'américaine.

***J'ai décidé que je
voulais des lunettes
qui permettent de voir
au travers des choses.***

C'est là que j'ai eu envie de changer de lunettes. Parce qu'au fond, elles n'étaient vraiment pas ajustées. J'ai décidé que je voulais des lunettes qui permettent de voir au travers des choses comme la première impression. Des lunettes qui permettent de voir plus haut aussi, au-dessus des idées préconçues. Malheureusement, ça ne se trouve pas des lunettes déjà toutes faites comme ça. Puis, je me suis rappelé que chez toi, les gens ils construisent les choses quand ils en ont besoin. Ils trouvent une façon de faire. Je me suis inspirée d'eux et j'ai entrepris de me les construire moi-même.

Ce fut le début d'autre chose, d'un nouveau voyage. J'ai commencé à voir les paysages, l'autre bord de tes rues. J'ai vu tes enfants qui souriaient chaque matin en allant chercher l'eau pour la journée. Tranquillement, j'ai vu de la fierté dans les yeux de ceux qui nous parlaient de toi. J'ai commencé à comprendre que le temps, c'est stressant seulement quand tu y penses. Tu m'as appris à lâcher prise, à laisser les choses arriver quand elles en avaient envie. J'ai saisi ton rythme et j'ai commencé à me laisser porter par lui. J'ai arrêté d'essayer de tout prévoir. Bon, parfois j'avais des rechutes, mais tu es restée patiente et tu m'as reprise dans tes vagues.

J'ai aussi compris que n'avoir « rien », ça ne voulait pas dire grand-chose. J'ai même compris qu'avoir « rien » à la manière des gens de chez toi, c'était peut-être avoir plus que ce que je n'avais jamais eu moi-même. Et je me suis sentie pauvre. Pauvre d'expérience et de résilience. Je me suis sentie pauvre de cœur. Je me suis même sentie pauvre de mangue.

Finalement, j'en suis repartie avec des lunettes un peu plus nuancées. Ce n'est pas toujours facile vivre chez toi, mais je me suis attachée. Et jusqu'à la fin tu m'auras surprise. Ce n'est pas une question de mieux ou non, de couleur de peau, de beau ou de laid, de pauvre ou de riche. C'est juste Haïti, et ça m'inspire.

Étudiante en psychoéducation à l'Université du Québec à Trois-Rivières, Sabrina Bourgela a réalisé un stage de solidarité internationale en Haïti à l'été 2016, dans le cadre du programme Psychoed sans frontières, en collaboration avec le CS3R. Sur la photo, une rue embrumée de Cap-Haïtien.

Le soleil se couche sur la brousse. Le muézin appelle les fidèles à la prière. Les chauves-souris géantes virevoltent entre les branches du baobab de la place publique. Je prends conscience que je suis au crépuscule de mon séjour au Sénégal. Dans quelques jours, je quitterai le village afin de rentrer au Québec. Je tente de faire le bilan de mes six derniers mois au pays de la Teranga (authentique hospitalité). Les images défilent dans ma tête alors que je plonge dans ma mémoire pour en extraire les fragments les plus précieux.

« IL EST TEMPS DE RENTRER À LA MAISON »



Jean-Nicolas Latour

Stagiaire au Programme de stages internationaux pour les jeunes, Sénégal 2016

Je me souviens de mon arrivée au village. Le chef et ses notables étaient réunis sous un arbre à palabres et buvaient du thé. Ma future famille sénégalaise et quelques villageois curieux étaient également présents. La petite assemblée me regardait fixement. Un monde semblait nous séparer. Je ne pouvais imaginer à ce moment tous les liens que nous serions appelés à tisser au cours de mon séjour. Ces inconnus qui me dévisageaient font désormais partie de ma famille. Le stage aura été une myriade de rencontres avec des personnes fascinantes.

Les percussions des tam-tams et des griots vibrent toujours à mes oreilles. Je vois à nouveau les jeunes danser au son des guitares sérères. Les séances de lutte traditionnelle, amalgamant le mystique au physique, animent encore mes pensées. Je me rappelle les apprentissages difficiles de la langue sérère et les repas autour du bol commun à manger le thiep bou dienne. Le séjour aura été une immersion culturelle exceptionnelle.

Les projets auront nécessité de nombreuses adaptations et mis mes capacités à rude épreuve.

Les discussions animées entourant la réalisation des projets avec la communauté me reviennent en tête. Je repense au chemin parcouru, aux défis relevés, et au travail qu'il reste à accomplir. Les projets auront nécessité de nombreuses adaptations et mis mes capacités à rude épreuve. Je ne peux prendre la mesure des apprentissages réalisés au cours de mon séjour. Le stage aura été une expérience professionnelle hors du commun.

Je quitte le passé et porte mon regard vers le futur. Le stage aura modifié ma vision du monde en améliorant ma connaissance et ma compréhension des enjeux internationaux propres au Sénégal et au contexte ouest-africain. Les images de la société africaine que je porte dans ma mémoire sont en rupture avec le portrait qui nous est généralement présenté de cette région du globe. Mon expérience influencera décidément mes actions et mes décisions futures quant à mes engagements sociaux et professionnels. Je souhaite plus que jamais être utile et impliqué dans mon environnement social.

Je prends une pause, la nuit est tombée. La lune paraît derrière les épais nuages de la saison des pluies. Il est temps de rentrer à la maison.

Stagiaire au Comité de Solidarité/Trois-Rivières inscrit au Programme de stages internationaux pour les jeunes, financé par Affaires mondiales Canada, Jean-Nicolas Latour a passé six mois à Khilambasse, au Sénégal, dans le cadre d'un projet en développement associatif.

REGARD CRITIQUE

LES STAGIAIRES INTERNATIONAUX D'HIER ET D'AUJOURD'HUI

Plus ça change, plus c'est pareil, dit le dicton. En est-il de même chez les stagiaires internationaux ? Leur motivation première à effectuer un séjour à l'étranger a-t-elle changé avec le temps ? Comme responsable des stages internationaux au Comité de Solidarité/Trois-Rivières, c'est une préoccupation qui m'habite, et je jouis d'une position privilégiée pour observer – bien empiriquement – les différences entre les cohortes d'hier et celles d'aujourd'hui.



Sylvain Pinet

Coordonnateur
des stages internationaux
au Comité de Solidarité/
Trois-Rivières

Avant, certains stagiaires étaient guidés par l'héritage marxiste des années 70, l'idéalisme intellectuel, l'allergie au paternalisme, la soif de sortir du moule, le désir d'établir des canaux de solidarité politique, de s'éloigner du missionnariat. Aller vivre chez l'Autre, c'était adopter son mode de vie, s'insérer dans une dynamique communautaire, avant de pouvoir discerner ce qu'on pouvait bien leur apporter, avant d'être réellement en mesure de cerner, avec eux, leurs besoins. J'ai

été formé à cette école, par les bons soins de Jeannine Gibeault et de la formation Cégep-Monde de l'époque. Ma principale motivation était la découverte de l'Autre, c'est-à-dire la chance de pouvoir vivre comme les gens d'une communauté d'accueil. À l'époque, le projet et ses objectifs concrets étaient des instruments me permettant de découvrir une autre culture, de la vivre au quotidien, de m'imprégner de sa vision du monde. À 18 ans, je ne me concevais pas du tout comme étant quelqu'un pouvant être utile à ma communauté d'accueil, ni même de pouvoir « l'aider ».

Aujourd'hui, conséquence de la mondialisation, le discours néolibéral nous rattrape.

Les stagiaires veulent une expérience à mettre dans leur CV, les bailleurs de fonds veulent des résultats mesurables avec des indicateurs inscrits dans le temps. Les stagiaires veulent réaliser quelque chose de concret, en lien avec leurs objectifs de carrière. Il faut que l'investissement en temps soit rentable dans leur cursus scolaire, dans le développement de leur cheminement professionnel. Et nous leur emboîtons le pas, comme organisation soumise aux règles du jeu des bailleurs de fonds, en définissant à l'avance ce que les stagiaires feront sur le terrain, en

L'aide internationale s'est « peuplée », toutes les stars ont leur fondation et vont régulièrement en Afrique pour soutenir une cause, les catastrophes humanitaires surmédianisées alimentent le rêve d'aller aider

établissant des échanciers, des calendriers qui, au final, ne seront jamais respectés. Les organisations ont également multiplié les programmes de stages à l'étranger, qui sont aujourd'hui autant de « produits » en quasi concurrence les uns avec les autres.

Pour certains stagiaires, l'expérience de la solidarité internationale doit être concrète, réelle, voire en lien direct avec leur cheminement professionnel ou leur cursus scolaire.

PHOTO: ANNABELLE CARON/CS3R.ORG



LE SECTEUR DES STAGES INTERNATIONAUX AU COMITÉ DE SOLIDARITÉ/TROIS-RIVIÈRES

*Plus de 1000 stagiaires accompagnés à l'étranger depuis 20 ans
Près de 400 stagiaires du programme Québec sans frontières
Des dizaines d'organisations partenaires dans le monde
Entre 10 et 15 stages d'initiation à la solidarité
internationale chaque année*

D'où vient ce changement de perspective ? L'aide internationale s'est « peopolisée », toutes les stars ont leur fondation et vont régulièrement en Afrique pour soutenir une cause, les catastrophes humanitaires surmédiatisées alimentent le rêve d'aller aider, l'accès facile aux « resorts » partout sur la planète transforme des communautés du tiers-monde en destinations tendances. Pire : les universités d'abord, puis les Cégeps et les écoles secondaires ont rapidement saisi l'opportunité que représente ce « goût » qu'ont les jeunes d'aujourd'hui pour l'international. Combien de diplômés internationaux, de formations internationales quelconques, de baccalauréats dans des domaines aussi intangibles que les « relations internationales » ?

Tous ces gentils et bien intentionnés émoulu veulent dorénavant mettre en pratique ce qu'ils ont pu goûter dans leur formation, et ainsi la compléter. Ils veulent faire de la gestion de projets, prendre part à des activités réelles dans des communautés réelles, ils veulent gagner de l'expérience ! *Exit* la dimension découverte ; ils veulent TOUT savoir avant d'arriver sur le terrain, afin d'être les plus « efficaces » possible, immédiatement. *Exit* la phase d'adaptation, la capacité à gérer les risques. Tout de suite, les résultats concrets.

C'est louable, mais à ce jeu, les populations locales sont instrumentalisées, de même que les projets. Alors qu'avant on allait vivre dans une communauté avant de définir la nature de son intervention, aujourd'hui on surplannifie une intervention ponctuelle dans une communauté qui sert de toile de fonds, on veut des résultats au bout de 75 jours, et on ose croire que la population locale prendra en charge le projet à notre départ... Que de déceptions ! Que de déceptions lorsqu'au bout du délai on revient en ne maîtrisant

Face au changement dans les motivations des jeunes participants à nos stages internationaux, le défi du Comité de Solidarité/Trois-Rivières consiste à garder le cap sur la promotion de la « solidarité », cela afin d'éviter de tomber dans les pièges de l'aide internationale et du volontourisme.

qu'à peine la langue de nos « bénéficiaires », lorsque seulement 5 personnes se pointent à un atelier sur le rôle des femmes annoncé depuis si longtemps déjà (en plus ce sont des hommes), lorsqu'on se rend compte qu'on a eu si peu d'impact sur leur quotidien. Mais le temps nous manque, et il faut vite revenir étudier, travailler...éventuellement repartir.

Bon, je l'admets : j'exagère. Mais si peu. Les inquiétudes que les stagiaires me transmettent pendant les formations prédépart sont révélatrices de ce changement de perspective. Certains planifient la prolongation de leur séjour avant même d'avoir mis les pieds dans le pays d'accueil. La majorité s'interroge sur sa contribution concrète au projet, mais n'a que peu de temps à consacrer à l'appren-

tissage de la langue du pays d'accueil avant le départ. Et une fois sur le terrain, tous sans exception se plaignent du « rythme trop lent » du projet, du « manque d'initiatives » de la population locale ou du partenaire du Sud...

Heureusement, certains finissent par comprendre. Comprendre qu'il ne sert à rien d'enfoncer la bouchée dans la gorge de celui qui a faim. Qu'il suffit parfois, simplement, de partager du temps avec lui, afin de participer à l'élaboration des solutions. « Le chemin se fait en marchant », dit le poète. À force de trop planifier, de trop vouloir en tirer une intangible expérience, on s'égaré sur le chemin de la solidarité, simplement parce qu'on oublie de marcher.

PHOTO: CS3R



Quel impact peut avoir une petite organisation régionale sur les inégalités gargantuesques qui nous entourent? Est-ce prétentieux de penser que nous pouvons faire une différence? Quel doit-être notre rôle dans la lutte à l'injustice? Ou même... que signifie la solidarité... en vrai? Est-ce que cela s'arrête à avoir de bonnes intentions et à monter des projets en santé ou en agriculture dans les pays du Sud? Toutes des questions qui nous trottent dans la tête à l'idée de présenter le Carrefour de solidarité internationale de Sherbrooke aux lectrices et lecteurs du Point.

CARREFOUR DE SOLIDARITÉ INTERNATIONALE DE SHERBROOKE

DAVID CONTRE GOLIATH

L'équipe du CSI

Notre organisation existe depuis 40 ans. Nos partenariats avec des organisations de la société civile au Mali et au Pérou depuis presque aussi longtemps. Récemment (il y a 5 ans), nous avons aussi établi un nouveau partenariat avec une organisation d'Haïti. Quarante ans, donc, à développer des projets outre-mer en agriculture, en santé, en économie sociale, en éducation et en défense des droits des femmes, à permettre à des stagiaires de vivre l'expérience de la solidarité à l'étranger et à sensibiliser la population de l'Estrie aux enjeux de solidarité internationale.

Quarante ans, c'est le moment de poser un regard sur nos accomplissements et notre passé. Quatre décennies de travail, mais les inégalités existent toujours : les femmes de Comas au Pérou subissent encore de la violence conjugale, les agriculteurs d'Haïti peinent toujours à aménager leurs terres de manière durable et productive, le taux de mortalité néo-natale au Mali est toujours un des plus élevé au monde, bref, il faut se rendre à l'évidence : l'injustice existe encore partout autour de nous, malgré tout le bon vouloir et l'ingéniosité de notre équipe de 8 personnes !

Pour les petites et moyennes organisations de coopération internationale comme la nôtre ou le Comité de Solidarité/Trois-Rivières, la lutte aux inégalités est un peu comme le combat de David contre Goliath, mais où Goliath est évasif, parfois imperceptible. L'inégalité est un ennemi complexe et difficile à abattre. Bien entendu, elle existe dans la pratique : la pauvreté financière et matérielle, l'accès à l'éducation, la sécurité, etc. C'est la partie facile, visible et concrète. Elle existe aussi dans la culture : le racisme ordinaire, le sexisme ou, plus souvent, le refus de voir que le sexisme est encore partout autour de nous. C'est une forme plus abstraite de l'inégalité.

Finalement, elle existe aussi dans l'aide internationale elle-même, parfois au sein même de nos organisations. Elle teinte les relations qu'ont nos pays du Nord avec ceux du Sud, elle est dans cette idée persistante et réductrice qu'il faut « apprendre à un homme à pêcher » plutôt que de comprendre que notre mode de vie monopolise les ressources du Sud. Elle est aussi dans ces mots qu'a récemment bannis la Banque mondiale, « pays en développement », qui impliquent que l'objectif d'un pays est de se développer pour calquer notre « standard » occidental. C'est cette inégalité qui mène des personnes remplies de bonnes intentions à s'envoler pour des voyages de volontourisme, de plus en plus populaires. Pire : elle existe parfois même dans nos relations de travail, au sein de nos équipes. Cette inégalité est invisible et insidieuse, souvent difficile à apercevoir même pour l'œil averti.

Au cours de nos 40 ans d'existence, force nous a été de constater qu'il est impossible de s'attaquer aux injustices pratiques et matérielles sans s'attaquer aussi à cette injustice idéologique. C'est dans cet esprit de cohérence et de travail à la source que les partenariats sont le vrai cœur de notre organisation. Nos partenaires, ici comme au sud, sont tous issus de la société civile et sont donc à même de cerner les réelles sources de la pauvreté dans leurs communautés ainsi que les pistes de solution



PHOTO : CARREFOUR DE SOLIDARITÉ INTERNATIONALE DE SHERBROOKE

NOUS NE SOMMES PAS SEULS

pour améliorer la situation. Les employées de ces organisations sont nos collègues de travail au même titre que l'équipe sherbrookoise. Ces relations d'égal à égal, bâties dans la confiance mutuelle, sont la pierre angulaire de toutes nos réussites.

Et ces réussites sont nombreuses : plusieurs plans d'égalité entre les femmes et les hommes auxquels nous avons travaillé ont été adoptés par les gouvernements municipaux du Pérou et des groupes de militantes se sont organisés pour faire respecter leurs droits. En Haïti, les jardins-café (une technique de permaculture permettant de lutter contre l'érosion des sols tout en produisant plusieurs produits comestibles et économiquement rentables) se multiplient. Des centres de café-lavé ont été construits afin d'augmenter l'indépendance et les revenus des communautés. Différents projets en agriculture ainsi qu'en économie sociale ont permis aux membres de coopératives agricoles maliennes de sortir complètement de l'insécurité alimentaire et même de produire un revenu supplémentaire pour leurs familles. Des centaines de jeunes d'ici ont été confrontés à l'existence des inégalités extrêmes lors de stages. Grâce à nos actions en participation citoyenne, des jeunes des écoles secondaires siègent aux différents conseils municipaux jeunesse de la région et participent aux simulations des assemblées générales des Nations Unies, devenant ainsi des actrices et acteurs engagés dans leurs milieux. Rien de tout cela n'aurait pu avoir lieu sans les relations à long terme qui caractérisent notre organisation.

Nos partenariats, en cohérence avec nos valeurs, sont à la fois notre plus grande réussite et notre outil le plus efficace. Ils sont la preuve qu'une petite organisation régionale peut avoir des répercussions profondes sur les mentalités, à commencer par celles des individus (employées, partenaires, stagiaires, membres du conseil, bénévoles) qui s'y engagent. Bakary Doumbia, un de nos partenaires de longue date, dit souvent que « le vrai développement se fait avant tout par le changement des mentalités. » S'il a raison, et c'est là notre pari, la manière dont on fait le développement est tout aussi importante que le développement lui-même.

Chères lectrices et lecteurs du Point, dans cet article, nous aurions pu vous donner des chiffres, vous raconter les défis rencontrés par notre équipe au quotidien, vous parler de nos incroyables projets en éducation, mais voilà! nous souhaitons vous présenter le CSI Sherbrooke pour ce qu'il est vraiment : un réseau d'égaux et d'égaux engagés dans la lutte aux inégalités, ici comme ailleurs.

PS : Le Carrefour de solidarité internationale lutte pour l'égalité femmes-hommes ainsi que pour une plus grande présence des femmes à des postes décisionnels. Dans un objectif militant, un effort a été fait pour utiliser l'écriture épicienne ou, tout simplement, la féminisation lors de la rédaction de ce texte.

Pour en savoir plus sur le CSI de Sherbrooke, consultez le www.csisher.com



Depuis quelques années, le terrorisme embrase l'Afrique de l'Ouest. D'abord le groupe islamique Boko Haram s'en est pris à de multiples reprises au Niger et au Nigeria. La terreur s'est ensuite propagée à répétition au Mali, puis le 13 mars en Côte d'Ivoire (19 morts) et, finalement, au Burkina Faso le 15 janvier dernier (30 morts). Selon plusieurs observateurs de la scène internationale, et à la lumière du nouveau partenariat militaire signé avec les États-Unis, tout porte à croire que le terrorisme menace désormais la brousse sénégalaise.

PRÉSENCE MILITAIRE AMÉRICAINE EN AFRIQUE DE L'OUEST

LE SÉNÉGAL EST-IL LA PROCHAINE CIBLE?



Xavier Saint-Pierre

Si, malheureusement, cette menace s'avère fondée, ce combustible perméable au radicalisme religieux étendrait la présence djihadiste d'un bout à l'autre du Sahel. Constamment sur le qui-vive, l'Afrique francophone combat déjà de graves problématiques socioéconomiques ; il va sans dire que pour le Sénégal, l'un des pays les plus pauvres de la planète, la lutte au terrorisme vient compliquer la situation.

Depuis l'attaque de Ouagadougou en janvier 2016, le Sénégal voisin se prépare à réagir et, surtout, à prévenir la menace. Le pays, historiquement partenaire privilégié de la France, a conclu le 2 mai dernier un accord militaire avec les États-Unis. Le pays de l'oncle Sam élargit ainsi son influence sur le continent africain, à un jet de pierre des affrontements avec le groupe État islamique et les turbulences actuelles en Syrie. Déjà fortement impliqués et bien positionnés sur le terrain, les Américains assureront donc désormais une présence militaire permanente. Si l'accord ne parle pas encore d'établir des bases militaires américaines, les G.I. pourront en retour utiliser au besoin des zones aéroportuaires et militaires sénégalaises. Pour le ministre des Affaires étrangères sénégalais, Mankeur Ndiaye, les Américains seront positionnés pour « une durée indéterminée », et leur présence vise à faire face « à des difficultés communes en matière de sécurité dans la sous-région ».

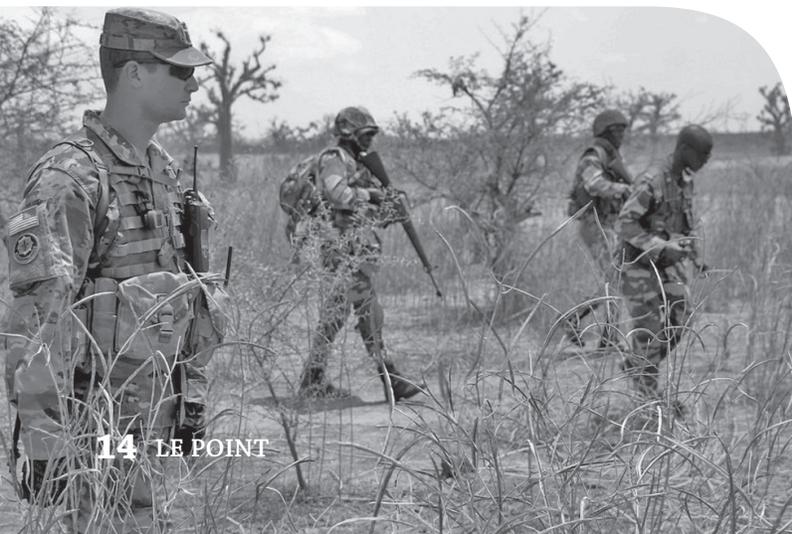
La présence militaire américaine laisse donc craindre le pire. S'évitant pour l'heure la foudre d'attentats terroristes d'islamistes radicaux, le Sénégal est maintenant dans une position inquiétante, d'autant plus qu'il est l'un des seuls pays de la région qui n'a pas encore été touché par la terreur djihadiste. Le Sénégal a été épar-

gné par le terrorisme, certes, mais non pas par l'idéologie islamique radicale qui, elle, a fait son chemin jusqu'à Dakar, poursuivant sa route au travers du Sahel, appelant les autorités à procéder à des arrestations ciblées et à réviser ses politiques en matière de sécurité. Ainsi, depuis un an, les forces de l'ordre multiplient les contrôles, augmentent les mesures de sécurité, limitent les libertés individuelles.

Le Sénégal fait face à un enjeu de taille, soit éteindre avec des ressources moindres un feu qui gagne en intensité. C'est pourquoi le pays de 14 millions d'habitants, pourtant allié historique de la France, s'est plutôt tourné vers les États-Unis pour répondre à ses besoins en matière de défense du territoire. Du même coup, Dakar évite de s'associer à la France, très présente militairement au Mali, mais avec des résultats mitigés. Notons que malgré d'intenses interventions militaires françaises depuis janvier 2013 (Opération Serval), le Mali est toujours aux prises avec le terrorisme.

L'accord signé avec les États-Unis assure donc la présence de militaires Yankee sur le territoire sénégalais et ouvre la porte à un partenariat pour le partage d'informations, démontrant du même coup la volonté des Sénégalais d'accroître leur contrôle et de tuer la menace dans l'œuf. Par cet accord, les États-Unis démontrent quant à eux leur leadership dans la lutte au terrorisme. Rappelons que ce sont les États-Unis qui, depuis trois ans, dirigent l'exercice militaire annuel appelé Opération Flintlock. Cette opération tend à renforcer les liens militaires entre les nations afin de combattre la violence des groupes armés qui sévissent en Afrique. Les derniers exercices ont justement eu lieu au Sénégal, sous l'égide du commandement militaire Américain, et se voulaient à la fois un avertissement aux extrémistes et une tentative de décourager d'éventuelles attaques.

Ce n'est malheureusement qu'au fil du temps qu'il sera possible d'observer ou non le succès et les répercussions de l'implication militaire américaine en sol sénégalais. Cependant, ce que les différentes attaques passées nous ont appris, c'est que « la menace est à la fois nulle part et partout », et que les armes ont rarement réussi à faire taire d'autres armes.



CRÉDIT : WWW.FLICKR.COM

Les soldats américains, désormais déployés en permanence au Sénégal, seront vraisemblablement appelés à jouer un plus grand rôle dans la lutte contre le terrorisme qui souffle le mauvais temps en Afrique de l'Ouest. Sur la photo, un G.I. assiste à une formation conjointe avec des soldats sénégalais.

L'actualité nous rappelle régulièrement que la question autochtone est préoccupante au Canada, qu'il s'agisse de la Commission de vérité et réconciliation ou encore des allégations d'abus de policiers envers des femmes autochtones. Mais la situation des Premières Nations est aussi menacée ailleurs dans le monde. C'est le cas des populations autochtones péruviennes, celles-ci subissant, entre autres, les répercussions de l'exploitation pétrolière. Le 25 janvier et le 3 février 2016 ont eu lieu dans le nord du Pérou deux catastrophes reliées à l'exploitation pétrolière de la compagnie Petroperú.

COMMUNAUTÉS EN PERDITION

L'EXPLOITATION PÉTROLIÈRE AU PÉROU



Clémence Bideaux

Étudiante au Collège Laflèche
programme de Sciences humaines

Les conséquences de ces catastrophes ne touchent pas seulement la faune et la flore, mais aussi les populations locales. Les peuples indigènes péruviens n'ont-ils pas le droit d'être protégés, aussi bien d'un point de vue de leur intégrité physique et culturelle, qu'en termes de droits humains ? L'État ne devrait-il pas mettre en place des réparations et des mesures préventives, notamment concernant l'exploitation pétrolière ?

C'est l'ensemble de la biodiversité amazonienne qui a été touchée par ces deux déversements pétroliers : contamination des rivières, des cultures de cacao, de la forêt et des animaux qui vivent au sein de l'environnement, que ce soit dans les eaux du fleuve, sur les berges ou dans la jungle. Mais ce n'est pas tout. Selon Alice Richome, chargée de mission pour la Fondation France liberté, plus de 8 000 personnes ont été directement touchées. Par ailleurs, celle-ci déplore les nombreux impacts sur la santé des populations en raison de la respiration du benzène provenant du pétrole brut déversé et de la contamination de l'eau. Les problèmes sont multiples et mettent des vies en danger.

En ce sens, le gouverneur de la région de Loreto, l'une des deux zones concernées par les déversements de pétrole survenus en début d'année, décrit la catastrophe comme une « hécatombe environnementale ». Ce dernier dénonce le manque de responsabilité de l'entreprise Petroperú qui refuse de reconnaître sa culpabilité, alors que la majorité de ses installations situées au nord du pays ont près de 40 ans et sont la plupart du temps mal entretenues, voire ensevelies sous l'eau et la végétation abondante. Il est inadmissible de voir qu'une entreprise puisse laisser des installations pétrolières dans un tel état de désuétude et emploie même des mineurs pour travailler dans ses exploitations, plus particulièrement pour le nettoyage et la décontamination.

Cela n'est pas sans conséquence sur la santé et les conditions de vie des populations locales qui sont, par ailleurs, en grande partie indi-

gènes. En effet, 31,8 % de la population de la région est autochtone. C'est également dans cette région que sont représentées le plus de communautés diverses, comme le montrent Pedro Mayor Aparicio et Richard E. Bodmer dans leur recherche universitaire sur les peuples indigènes de l'Amazonie péruvienne.

Par ailleurs, le journal péruvien *El Comercio Perú* relève au moins 11 déversements pétroliers depuis 2010 sur l'ensemble du pays. Nous sommes conscients de l'importance des populations indigènes en termes de culture et de diversité, mais aussi, nous savons combien ces populations sont aujourd'hui menacées. En ce sens, il est intolérable de voir que ces catastrophes se perpétuent sans plus d'actions, de prévention et de réparation. C'est l'identité même du pays qui est ainsi sacrifiée sur l'autel de l'économie. Quand le gouvernement péruvien prendra-t-il des mesures afin de resserrer les normes d'exploitation pétrolière ?

Mais en quoi cette question nous concerne-t-elle, me direz-vous ? Au Québec, nous savons combien les conditions de vie des Autochtones, leur dignité, leurs droits fondamentaux ont été méprisés. Aujourd'hui, c'est toute la société qui en paie le prix. De plus en plus de gens sont conscients que les cultures autochtones, indigènes, amérindiennes représentent une richesse qu'il faut conserver et protéger. Une prise de conscience qui ne semble visiblement pas partagée par les autorités péruviennes. Puisque le gouvernement péruvien actuel minimise l'impact de ces catastrophes, il est essentiel d'alerter l'opinion publique internationale afin de prêter l'attention qu'il se doit à ces communautés dans l'espoir de faire changer la situation.



Les déversements de pétrole du 25 janvier et du 3 février 2016 au nord du Pérou ont privé en eau potable plus de 8 000 Autochtones, sans compter les conséquences néfastes pour l'environnement.



MERCREDI 2 NOVEMBRE | 10h00

CONFÉRENCE DE PRESSE

Conférence de presse de lancement des JQSI et vernissage de l'exposition Regards sur le monde.

> ENTRÉE LIBRE



MUSÉE QUÉBÉCOIS DE CULTURE POPULAIRE
200, RUE LAVIOLETTE, TROIS-RIVIÈRES



PROGRAMMATION RÉGIONALE DE SOLIDARITÉ INTERNATIONALE



2 au 13 NOVEMBRE

REGARDS SUR LE MONDE

Exposition de photos prises par des stagiaires internationaux pour mieux comprendre la solidarité internationale. Collaboration spéciale de Gosselin photo.

> ENTRÉE LIBRE



MUSÉE QUÉBÉCOIS DE CULTURE POPULAIRE
200, RUE LAVIOLETTE, TROIS-RIVIÈRES



SAMEDI 5 NOVEMBRE | 18h00

LA SOIRÉE SANS FRONTIÈRES

- Souper chaud à saveur haïtienne
- Remise du prix Solidarité Brian-Barton et de prix de présence
- Témoignages, vidéos, prestation par Basile Seni, etc.

> 30\$ PAR PERSONNE



SALLE DES ORMEAUX
300, RUE CHAPLEAU, TROIS-RIVIÈRES



JEUDI 3 NOVEMBRE | 16h30 à 18h00

TABLE RONDE SUR L'ACTUALITÉ À HUMANITÉ VARIABLE

Analyse du rôle des médias dans la compréhension des enjeux internationaux. Avec France Aubin, Raymond Corriveau, Jean-Claude Landry et Martin Francoeur.

> ENTRÉE LIBRE (STATIONNEMENT PAYANT)



UQTR, PAVILLON RINGUET, SALLE 2083
3351, BOULEVARD DES FORGES, TROIS-RIVIÈRES



LUNDI 7 NOVEMBRE | 12h15

LES PARADIS FISCAUX CONFÉRENCE D'ALAIN DENEULT

L'auteur Alain Deneault soulève la question de cette escroquerie légalisée que sont les paradis fiscaux.

> ENTRÉE LIBRE (STATIONNEMENT PAYANT)



COLLÈGE LAFLÈCHE, SALLE HUBERT REEVES
1687, BOULEVARD DU CARMEL, TROIS-RIVIÈRES

UNE INITIATIVE

PARTENAIRES



Ces activités ont lieu dans le cadre des Journées québécoises de la solidarité internationale grâce à l'appui financier du ministère des Relations internationales et de la Francophonie.

Le variable

3 au 12 novembre 2016



LES 20^e JOURNÉES QUÉBÉCOISES INTERNATIONALE (JQSI)



MERCREDI 9 NOVEMBRE | 19h00

UNE VOIX POUR LA TERRE CONFÉRENCE DE KAREL MAYRAND

La conférence propose aux participant/es des moyens de briser leur isolement, de passer de la prise de conscience individuelle à l'action collective, de retrouver espoir.

➤ ENTRÉE LIBRE

THÉÂTRE DU CÉGEP DE TROIS-RIVIÈRES
3175, BOULEVARD LAVIOLETTE, TROIS-RIVIÈRES



LUNDI 7 NOVEMBRE | 16h00 à 18h00

VERNISSAGE DE L'EXPOSITION « PRENDRE LA PAROLE PAR L'ART »

Prise de parole citoyenne à travers la création d'œuvres artistiques sur le thème de la solidarité. Du 7 au 11 novembre.

➤ ENTRÉE LIBRE

COMSEP
1060, RUE SAINT-FRANÇOIS-XAVIER #250, TROIS-RIVIÈRES



JEUDI 10 NOVEMBRE | 19h30

PROJECTION EN QUÊTE DE SENS

Un voyage initiatique sur plusieurs continents et une invitation à reconsidérer notre rapport à la nature, au bonheur et au sens de la vie... Une discussion animée par Claude Lacaille suivra la projection.

➤ ADMISSION GRATUITE POUR LES MEMBRES (6 \$ NON-MEMBRES)

CINÉ-CAMPUS DE TROIS-RIVIÈRES
858, RUE LAVIOLETTE, TROIS-RIVIÈRES



MARDI 8 NOVEMBRE | 15h30 à 17h00

FOCUS GROUPE SUR LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

Discussion sur la solidarité internationale avec des citoyennes et citoyens de la région de Shawinigan.

➤ PLACES LIMITÉES
RÉSERVATION PRÉALABLE AUPRÈS DU CS3R

CENTRE DES FEMMES DE SHAWINIGAN
465, 5^e RUE, BUREAU 203, SHAWINIGAN



DIMANCHE 13 NOVEMBRE | 10h30

ILS ONT VÉCU LE SIÈCLE CONFÉRENCE DE MÉLANIE LOISEL

Mélanie Loisel a réalisé le pari fou de parcourir le globe à la rencontre de celles et ceux qui ont vécu les grands moments du siècle.

➤ ENTRÉE GRATUITE (BILLETS DISPONIBLES À LA BIBLIOTHÈQUE)

BIBLIOTHÈQUE GATIEN-LAPOINTE
1425, PLACE DE L'HÔTEL-DE-VILLE, TROIS-RIVIÈRES



de la Francophonie du Québec. Ces événements sont coordonnés au Québec par l'Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI).

BABILLARD SOLIDAIRE



Une rentrée solidaire au CS3R

Après avoir passé l'été à souffler sur les braises de la solidarité internationale, c'était jour de rentrée solidaire, le 6 septembre dernier, pour l'équipe du Comité de Solidarité/Trois-Rivières. De gauche à droite, première rangée : Olivier Gamelin (coordonnateur des communications), Jean-Marc Lord (directeur général), Ginette Houle (secrétaire) et Joanie Milette (agente de développement). Rangée centrale : Liliane Auger (agente de développement), Anick Michaud (Réseau In-Terre-Actif), Valérie Paquette (agente de développement), Sarah Bourdages (agente de développement) et Javier Escamilla (artiste). Rangée du haut : Sylvain Pinet (coordonnateur des stages internationaux), Jean-Thomas Houle (coordonnateur adjoint des stages internationaux), Annabelle Caron (agente de développement), Annie Lafontaine (coordonnatrice du volet coopération internationale), Richard Grenier (coordonnateur du volet campagne et éducation), ainsi que Marie-Pier Alarie (agente de développement). Absents de la photo : Claude Lacaille (communications) et Véronique Maheu (agente de développement).

Planter des arbres pour la planète

Chaque année, le Comité de Solidarité/Trois-Rivières accompagne des jeunes âgés de 18 à 35 ans aux quatre coins du monde, dans le cadre du programme Québec sans frontières, financé par le ministère des Relations internationales et de la Francophonie du Québec, et du Programme de stages internationaux pour les jeunes d'Affaires mondiales Canada. Des milliers de kilomètres parcourus qui, malheureusement, participent au réchauffement climatique de la planète. Pour pallier un tant soit peu cette empreinte écologique, des stagiaires internationaux ont procédé, le 11 septembre dernier, à la plantation de plusieurs dizaines d'arbres matures sur le territoire de la Ville de Trois-Rivières. Sur la photo, on reconnaît Aurélie Baker-Lacharité (stagiaire en Bolivie), ainsi que Marcelle Boulanger (stagiaire en Bolivie).



Réseau entraide solidarité monde

Vous avez une idée de projet en coopération internationale et vous cherchez un organisme qui peut vous aider à le réaliser? Choisir le RESM c'est avoir l'opportunité de se réaliser dans un projet personnel de coopération internationale. Il peut s'agir de programmes de santé, d'éducation, de sécurité alimentaire et de formation technique. Le RESM considère l'éducation dans l'action et le transfert d'expertise comme les moyens les plus efficaces permettant de favoriser le mieux-être des populations aidées. Tous les détails au 514-387-2541 poste 236, au courriel info@ong-resm.org, voire sur le site Internet www.ong-resm.org



Robert Aubin
DÉPUTÉ DE TROIS-RIVIÈRES

214, rue Bonaventure
Trois-Rivières, QC G9A 2B1
robert.aubin@parl.gc.ca
819 371-5901

@RobertAubinNPD
 /robertaubin.deputenpdr



L'ÉDUCATION AUX MÉDIAS

Balzac a consacré l'expression « quatrième pouvoir » en faisant référence aux médias. Il est vrai que de nos jours, les médias sont plus présents que jamais dans nos vies, et ce, dans de nombreux formats : télé et chaînes d'information en continu, Internet, médias sociaux, blogues, journaux, magazines, etc. Également, les médias sont désormais plus accessibles et, plus que jamais, influents. Il est possible de trouver réponse à nos moindres interrogations en ligne en un seul clic, et une publication peut devenir virale et rejoindre des milliers, voire des millions de personnes sur la planète en quelques heures à peine.



Sarah Bourdages

Mais quel regard portons-nous sur les médias et les messages qu'ils nous transmettent ? Avons-nous accès à de l'information de qualité ? Quels canaux sont les plus dignes de confiance ? Quel est la différence entre le journalisme factuel et le journalisme d'opinion ? Comment forger notre propre opinion dans la mer d'informations disponibles ?

Pour s'y retrouver, il est important de se remémorer les principes de base de l'éducation aux médias et de se poser certaines questions pertinentes en abordant des contenus médiatiques :

- Quel message tente-t-on de me transmettre ?*
- Qui tient ces propos ? Cette source est-elle crédible ?*
- À qui ce journal, cette chaîne de télé, ce site Internet appartiennent-ils ?*
- Des intérêts cachés pourraient-ils pousser un média à véhiculer certains messages ?*
- Présente-t-on les deux côtés de la médaille ?*
- L'information a-t-elle été vérifiée ou est-elle plutôt basée sur des suppositions ou des jugements de valeurs ?*

Il est important de se remémorer les principes de base de l'éducation aux médias et de se poser certaines questions pertinentes.

Une fois ces questionnements répondus, il est plus facile de faire le tri entre ce qui est valable, pertinent et d'intérêt public ou non. Cette façon de faire permet également d'aiguiser notre esprit critique et de nous responsabiliser par rapport à l'information que nous choisissons d'intégrer ou non. Parce que si les médias sont le quatrième pouvoir, il faut garder en tête que la force de l'opinion publique est le cinquième !



LA LETTRE OUVERTE : UN OUTIL CITOYEN

Cette année, le Réseau In-Terre-Actif s'intéresse à la thématique des médias par le biais de son concours annuel « La lettre ouverte : un outil citoyen ». Celui-ci est organisé en lien avec la Commission scolaire du Chemin-du-Roy, la Société Saint-Jean-Baptiste de la Mauricie et la Société d'étude et de conférences/Mauricie et Centre-du-Québec. De décembre 2016 à mai 2017, des centaines d'élèves du 2e cycle du secondaire de la région seront appelés à rédiger des textes argumentatifs sur cet enjeu citoyen d'actualité. Les auteurs des meilleurs textes auront la chance de remporter des prix d'une valeur totale de 1000\$, en plus de voir leurs textes publiés dans des médias régionaux.

NE MANQUEZ PAS LA JOURNÉE D'ENGAGEMENT JEUNESSE

Le 16 novembre prochain, l'équipe du Réseau In-Terre-Actif organisera une grande journée d'engagement jeunesse à l'île Saint-Quentin de Trois-Rivières. Cet événement est le résultat d'une collaboration avec le Syndicat de l'enseignement des Vieilles-Forges, le réseau des EVB, Amnistie Internationale, la Fondation Monique-Fitz-Back et Oxfam-Québec. L'activité aura lieu dans le cadre des Journées québécoises de la solidarité internationale, une initiative de l'Association québécoise des organismes de coopération internationale. Cette journée réunira une cinquantaine d'élèves des écoles secondaires de la Mauricie et du Centre-du-Québec. Les objectifs de l'activité : former des leaders engagés qui poseront des gestes citoyens et relèveront des défis écologiques et solidaires dans leurs milieux scolaires respectifs.

QUEL AVENIR POUR LES MOUVEMENTS ALTERMONDIALISTES?

Du 9 au 14 août 2016 se tenait, pour la première fois dans un pays de l'hémisphère nord, le Forum social mondial (FSM). Sans équivoque, le FSM est le plus grand rassemblement de la société civile, né en 2001 à Porto Alegre au Brésil. Visant la construction d'alternatives concrètes au modèle économique néolibéral et aux politiques fondées sur l'exploitation des êtres humains et de la nature, le FSM se veut le lieu de convergence privilégié des luttes sociales. Dans un contexte mondial où l'économie dirige et où la justice est esclave, il est primordial de se pencher sur ce mouvement de transformations sociales.



Joanie Milette

Responsable du Forum social mondial au CS3R

Avant même l'ouverture des festivités, le fait de tenir le FSM à Montréal apporta son lot de questionnements. L'accessibilité des personnes provenant des pays où la valeur monétaire est moindre à venir dans une des métropoles du G7 allait-elle être assurée ? Également, était-ce une bonne idée de tenir un événement de cette ampleur à une période de l'année où les gens se reposent après une année chargée ? Sur ce point, il est important de tenir compte des différences au niveau de l'implication citoyenne entre les pays et la façon dont elle s'actualise. Ce n'est pas donné à tous d'être payé et défendre les droits humains. En ce sens, la façon de percevoir une tâche que nous faisons bénévolement et une tâche rémunérée est parfois différente.

Comme défi supplémentaire au FSM, il va sans dire que plusieurs grands mouvements sociaux existent depuis les dernières années (le Printemps arabe, le Printemps érable, le Mouvement des indignés, etc.). Ainsi, plusieurs revendications sont mises de l'avant, provoquant un double défi : celui de créer une convergence entre les revendications, mais également de ne pas mettre tous les œufs dans le même panier et perdre de vue les objectifs visés. Plus les revendications sont multiples, plus les risques de se faire entendre sont faibles.

En ce qui concerne la participation au FSM 2016, alors qu'on attendait 50 000 personnes à Montréal pour cette 12^{ème} édition, on a

dénombré environ 35 000 participants/es. Déception ? Il y a quand même eu 125 pays représentés, plus de 15 000 personnes présentes à la marche d'ouverture, 1000 bénévoles et 1200 activités auto-gérées. Cela dit, on remarque que depuis 2005, particulièrement à Montréal, la participation au FSM est à la baisse. Est-ce que le Forum est en train de perdre son souffle ?

Autre problématique observée au FSM 2016 : l'accès au visa canadien. En effet, près de 200 conférenciers/ères ou invités/es se sont vu refuser l'octroi de visa leur permettant de participer au FSM. Notons, notamment, la militante altermondialiste malienne Aminata Traoré, le président du Syndicat palestinien des postiers Imad Temiza et Rogerio Batista de la Centrale unique des travailleurs (syndicat brésilien). N'est-ce pas la preuve qu'il est plus difficile pour les citoyens/nes de l'hémisphère sud d'assister à un événement tenu dans l'hémisphère nord ? Est-ce que le gouvernement canadien était réellement sensible au FSM de Montréal ?

Avant même l'ouverture des festivités, le fait de tenir le FSM à Montréal apporta son lot de questionnements. L'accessibilité des personnes provenant des pays où la valeur monétaire est moindre à venir dans une des métropoles du G7 allait-elle être assurée ? Également, était-ce une bonne idée de tenir un événement de cette ampleur à une période de l'année où les gens se reposent après une année chargée ? Sur ce point, il est important de tenir compte des différences au niveau de l'implication citoyenne entre les pays et la façon dont elle s'actualise. Ce n'est pas donné à tous d'être payé et défendre les droits humains. En ce sens, la façon de percevoir une tâche que nous faisons bénévolement et une tâche rémunérée est parfois différente.

Comme défi supplémentaire au FSM, il va sans dire que plusieurs grands mouvements sociaux existent depuis les dernières années (le Printemps arabe, le Printemps érable, le Mouvement des indignés, etc.). Ainsi, plusieurs revendications sont mises de l'avant, provoquant

Plus les revendications sont multiples, plus les risques de se faire entendre sont faibles.



Au Forum social mondial 2016, 125 pays ont été représentés, plus de 15 000 personnes ont participé à la marche d'ouverture, plus de 1000 bénévoles ont organisé 1200 activités autogérées. Photo: CS3R.



Le Comité de Solidarité/Trois-Rivières était présent en force au Forum social mondial qui s'est tenu à Montréal en août 2016. Photo: CS3R.

un double défi : celui de créer une convergence entre les revendications, mais également de ne pas mettre tous les œufs dans le même panier et perdre de vue les objectifs visés. Plus les revendications sont multiples, plus les risques de se faire entendre sont faibles.

En ce qui concerne la participation au FSM 2016, alors qu'on attendait 50 000 personnes à Montréal pour cette 12^{ème} édition, on a dénombré environ 35 000 participants/es. Déception ? Il y a quand même eu 125 pays représentés, plus de 15 000 personnes présentes à la marche d'ouverture, 1000 bénévoles et 1200 activités auto-gérées. Cela dit, on remarque que depuis 2005, particulièrement à Montréal, la participation au FSM est à la baisse. Est-ce que le Forum est en train de perdre son souffle ?

Autre problématique observée au FSM 2016 : l'accès au visa canadien. En effet, près de 200 conférenciers/ères ou invités/es se sont vu refuser l'octroi de visa leur permettant de participer au FSM. Notons, notamment, la militante altermondialiste malienne Aminata Traoré, le président du Syndicat palestinien des postiers Imad Temiza et Rogerio Batista de la Centrale unique des travailleurs (syndicat brésilien). N'est-ce pas la preuve qu'il est plus difficile pour les citoyens/nes de l'hémisphère sud d'assister à un événement tenu dans l'hémisphère nord ? Est-ce que le gouvernement canadien était réellement sensible au FSM de Montréal ?

Les membres de l'organisation du FSM, ainsi que les personnes qui y ont participé à plus d'une reprise, sont à se demander, légitimement, si le FSM a encore ses raisons d'être et, si oui, de quelle façon peut-il s'actualiser ? Après plus de 10 ans d'existence, il est normal et nécessaire de faire le point et de revalider les façons de faire.

LE CS3R AU FORUM SOCIAL MONDIAL

Au printemps dernier, le CS3R a mis sur pied le Regroupement mauricien pour le FSM (RM-FSM), un rassemblement d'organismes communautaires et de groupes sociaux œuvrant en Mauricie et partageant les valeurs mises de l'avant par le FSM. Le RM-FSM avait pour objectif principal de promouvoir en Mauricie et au Centre-du-Québec les activités du FSM et d'encourager la participation d'autres organismes, citoyens/nes et regroupements.

Après de multiples rencontres et conférences de presse, le RM-FSM a organisé un 5 à 7 festif et informatif où plus d'une centaine de personnes se sont déplacées. Sur place: kiosques d'information, représentants/es du comité organisateur du FSM, responsables régionaux et, surtout, la possibilité de s'inscrire gratuitement à la marche d'ouverture du 9 août. En effet, le RM-FSM a mobilisé un autobus afin de permettre aux Mauriciens/nes de participer à ce rassemblement incontournable de l'été.

COMITÉ FEMMES ET DÉVELOPPEMENT

Le Comité femmes et développement, comité militant du CS3R, a pour sa part organisé un souper-bénéfice, le 29 mai, afin d'amasser des fonds et contribuer à la participation d'une de ses partenaires qui milite pour les droits des femmes. Au final, le CS3R a accueilli, avec l'appui du Comité femmes et développement et de l'organisme

Développement et Paix, une partenaire de Bolivie (Ana-Maria Vargas) et une autre d'Haïti (Yolette Jeanty). Celles-ci ont fait une présentation qui mettait en lumière leur travail de plaidoyer et de gestion participative pour l'avancement des droits des femmes.

Lors du souper-bénéfice du 29 mai, les personnes présentes ont pu participer à un encan silencieux tiré d'œuvres généreusement offertes par des artistes de la Mauricie. Les membres du Comité femmes et développement du CS3R étaient sur place pour répondre aux questions de l'assistance.

CHANGE LE MONDE, UNE ŒUVRE À LA FOIS

De peine et de misère, mais surtout avec beaucoup de détermination, Javier Escamilla et Richard Grenier ont transporté l'exposition « Change le monde, une œuvre à la fois » au FSM. Plus de 1000 personnes ont ainsi pu profiter des œuvres réalisées dans le cadre de ce projet.

Répondant à la question : « Que changerais-tu dans le monde, et comment ? », des jeunes de la région âgés entre 13 à 17 ans avaient été invités à créer des œuvres multidisciplinaires afin de s'engager artistiquement dans un processus de changements sociaux. Épaulés par l'équipe du Réseau In-Terre-Actif, les jeunes ont travaillé plusieurs mois à réaliser des œuvres qui témoignent de leur vision du monde. Cette année, plus de 400 personnes, issues de 7 écoles secondaires de la région, se sont mobilisées pour faire de cette 5^e édition une belle réussite. Notons par ailleurs la participation active de la Maison Coup de pouce de Trois-Rivières.

Enfin, le CS3R a également présenté dans le cadre du FSM une exposition intitulée « Pour la paix », sans compter une conférence animée par le Réseau In-Terre-Actif.

POUR SUIVRE LE LUTTE ALTERMONDIALISTE

En conclusion, le CS3R tient à souligner le travail formidable des bénévoles qui sont venus aider et assurer quelques heures au kiosque à Montréal. La participation et l'expérience du CS3R au FSM n'aurait pas été la même sans la participation des bénévoles : stagiaires, salariés/es, militants/es, membres du conseil d'administration et amis/es.

Si le fait de tenir le Forum social mondial à Montréal apportait plusieurs questionnements, il faut reconnaître tous les efforts qui ont été mis dans l'organisation. En somme, le FSM reste, malgré tout, un grain de sel de plus dans la mer de la lutte altermondialiste. Mais un grain de sel incontournable !

ÉLECTIONS AMÉRICAINES

Au cours de la dernière saison électorale américaine, les deux principaux candidats en lice se sont dit LE ou LA candidat(e) tantôt de la communauté afro-américaine, latine, juive, italienne... Puis des jeunes, des vieux, des étudiants, des moins nantis, des plus nantis, des femmes, des chrétiens, etc. Alternant les groupes composant la population américaine afin de toucher la plus grande frange possible de l'électorat, ils ont placé dans les oubliettes de la diversité un groupe en forte croissance aux États-Unis : les athées, les agnostiques ou toute autre personne ne s'alignant pas à un groupe religieux.

QUE DIEU BÉNISSE L'AMÉRIQUE... ET LES ATHÉES !

Xavier Saint-Pierre

Évidemment, il ne fallait pas compter sur l'ultraconservateur Ted Cruz, fier antimusulman, pour faire preuve d'ouverture, ni sur le candidat républicain à la présidence, Donald Trump. Caché dans l'obscurité de cette Amérique hypercroyante et du « God bless America », ce groupe sans dieu ni foi religieuse ne semble pas tenir une grande place en politique américaine. En plus d'être victime de discrimination culturelle par les normes traditionnelles et malgré la liberté de religion – ou de non religion – inscrite dans la Constitution américaine, sept États ont des lois ségrégationnistes (l'Arkansas, le Maryland, le Mississippi, la Caroline du Nord, la Caroline du Sud, le Tennessee et le Texas) rendant inéligibles les non-croyants comme candidats à des postes officiels au gouvernement.

Ainsi, en politique américaine, serait-il plus facile de divulguer son homosexualité que de dévoiler sa non-croyance ?

Selon le Pew Research Center, un Américain sur cinq se dit non-affilié à une religion. Au Congrès, seulement un membre a avoué sa non-affiliation : Kyrsten Sinema, la première personne ouvertement bisexuelle à être élue à la Chambre des représentants. Ainsi, en politique américaine, serait-il plus facile de divulguer son homosexualité que de dévoiler sa non-croyance ? Toujours selon le Pew Research Center, il a été démontré que les électeurs seraient moins tentés

de voter pour un athée que pour un candidat sans expérience, un homosexuel, un musulman, voire un candidat ayant des conduites financières inappropriées ou des « activités » hors mariages.

Chez nos voisins du Sud, l'État est étroitement lié, par sa culture politique, à la religion. Or, l'État aurait certainement avantage à ouvrir sa porte aux athées qui, selon moi, sont mieux outillés sur les questions fondamentales qui animent les débats sociétaux et sur la forme que

Rappelons, entre autres, qu'une certaine frange de la population américaine croit que les changements climatiques ne sont pas réels, un avis partagé par plusieurs politiciens.

devrait prendre un gouvernement laïc. Qu'on pense seulement au débat entourant la peine de mort, le racisme, le sexisme, l'homophobie, l'antisémitisme, les changements climatiques, les droits de l'homme ou l'avortement. Rappelons, entre autres, qu'une certaine frange de la population américaine croit que les changements climatiques ne sont pas réels, un avis partagé par plusieurs politiciens. Laissez-moi

douter de cet avis... Je suis convaincu que la raison, l'esprit critique et la science sont davantage en mesure de participer aux débats sur cette question de l'heure.

L'athéisme ne doit plus être un désavantage politique, mais bien un avantage social. Cheminons sur la voie de la raison, empruntons le chemin d'un État réellement laïc, tel qu'inscrit dans la Constitution américaine. Au temps de l'Empire romain, les Chrétiens ne croyaient pas aux dieux païens et pouvaient par le fait même être taxés d'athées. Il est temps d'aller à contre-courant et de promouvoir une vision scientifique du monde, comme le préconise le physicien Lawrence M. Krauss et le biologiste Richard Dawkins, deux scientifiques qui n'hésitent pas à débattre avec des membres de différentes religions sur divers enjeux. La science n'apporte pas une vérité absolue, certes, mais une foule de connaissances. Et acquérir des connaissances, c'est se donner les moyens de construire sa propre liberté.

Selon le Pew Research Center, les Américains sont, en moyenne, davantage tentés de voter pour un candidat sans expérience, voire un candidat ayant des conduites financières inappropriées ou des « activités » hors mariages, que pour un candidat qui se dit officiellement athée.



LE BOURBIER YÉMÉNITE

Un peu plus d'un an de guerre et déjà le pays est à feu et à sang. Frisant le précipice de la crise humanitaire. Inlassablement pilonné par une coalition arabe (d'allégeance sunnite) menée par l'Arabie saoudite, le Yémen s'enfoncé dans un véritable bourbier. État de situation d'une guerre oubliée qui peine à dire son nom sur la scène internationale.



Olivier Gamelin

À l'instar du printemps arabe, le « printemps yéménite » n'aura duré que l'espace d'une saison. Au sud de la péninsule arabique, les fleurs de jasmin se sont fanées, rapidement supplantées par le métal glacial des bombardements aériens. En 2011, alors qu'un souffle de liberté parfume le Moyen-Orient, le pouvoir yéménite subit une forte pression populaire, provoquant le départ du président Ali Abdallah Saleh. Durant trois ans, le gouvernement de transition semble incapable de résoudre les problèmes socio-économiques du pays, si bien qu'en 2014 les Houthistes, issus de la minorité zaydite d'obédience chiite (un tiers de la population), soulèvent leurs armes et occupent la capitale, Sanaa. S'en est trop pour l'Arabie saoudite qui, en mars 2015 et avec l'aval de la communauté internationale, déclenche de sanglantes hostilités pour rétablir sur son trône dictatorial le pouvoir yéménite...sunnite évidemment!

Un an et des poussières de bombardement auront réussi non pas à renverser les rebelles houthis, mais plutôt à détruire le pays de fond en comble. « Après cinq mois [de bombardement], le Yémen ressemble à la Syrie depuis cinq ans », résume Peter Maurer, président du comité international de la Croix-Rouge. Une vision partagée par Amnesty internationale, qui condamne à tout rompre des atteintes répétitives aux droits humains et des crimes de guerre perpétrés par tous les partis impliqués. Entre autres, notons l'utilisation aveugle de bombes à fragmentation, d'explosifs à large champ d'action, de mines anti personnels, voire d'attaques lancées à proximité d'écoles, d'hôpitaux ou de zones densément peuplées, d'exécutions sommaires, d'enlèvements, de détentions arbitraires, de torture, etc.

En bout de piste, la population, prise entre deux feux, est la première victime de cette anarchie passée sous les radars de l'indignation sélective occidentale. Aujourd'hui, 83% des Yéménites survivent grâce à l'aide humanitaire, une aide qui peine à se rendre à bon port puisque la coalition arabe et/ou les Houthis assiègent les principales villes du pays. Le bilan sommaire est désastreux : entre 4000 et 6000 personnes décédées (la moitié parmi les civils), dont près



Dans le bourbier yéménite, les civils – et particulièrement les enfants – sont les premières victimes des bombardements intensifs menés par une coalition de pays arabes pilotée par l'Arabie saoudite. Crédit photo : Centre d'actualités de l'ONU.

de 700 enfants, 30 000 blessés, sans compter les 2,5 millions de personnes déplacées à l'intérieur du pays (près de 10% de la population). Selon l'Organisation des Nations Unies pour l'agriculture et l'alimentation, 14 millions de Yéménites se trouvent actuellement dans une situation d'insécurité alimentaire et de malnutrition « qui s'aggrave de jour en jour ».

LES ARMES OCCIDENTALES

Depuis 2015, les États-Unis, le Royaume-Uni, l'Espagne, la France, l'Italie et les Pays-Bas ont transféré pour 25 milliards \$ d'armement vers l'Arabie saoudite. Missiles, drones, torpilles, roquettes, autant d'explosifs qui s'abattent quotidiennement sur la tête de la population civile yéménite. Et si rien n'indique que le matériel que le Canada a vendu à Ryad a été utilisé au Yémen, rien ne prouve le contraire non plus. Rappelons qu'en 2014, Ottawa paraphait un contrat de 15 milliards \$ de matériel militaire avec l'Arabie saoudite.

« Le monde a tourné le dos au peuple du Yémen, et de nombreux États contribuent à sa souffrance, en fournissant des armes et des bombes qui servent à blesser et tuer des civils et à détruire des logements et des infrastructures, en toute illégalité. Nous sommes face à une catastrophe humanitaire [au Yémen] », se désole Brian Wood, responsable des questions liées au contrôle des armes et aux droits humains au sein d'Amnistie internationale.

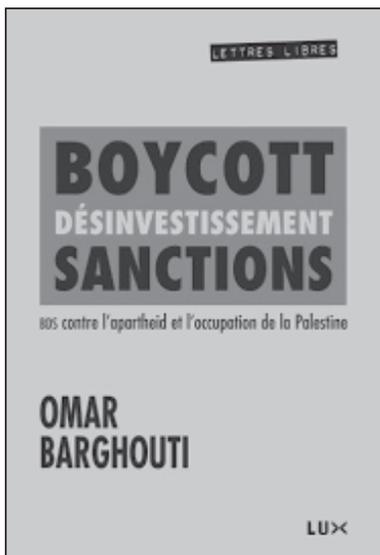
Alors que les pays occidentaux ont cadenassé leur ambassade au Yémen, alors que les États-Unis et leurs alliés, dont le Canada, sont liés par des contrats commerciaux d'armement avec l'Arabie saoudite, alors que le groupe État islamique profite de l'instabilité étatique du pays pour renforcer son pouvoir déstabilisateur, alors même que le Conseil de sécurité de l'ONU semble se désintéresser de la situation, on peut se demander quelle sortie d'urgence pourrait mettre fin au conflit yéménite? Pour l'heure, faisant écho à la communauté internationale, les optimistes sont peu nombreux et se contentent d'attendre silencieusement la prochaine vague de réfugiés qui, sans conteste, pourrait bien venir non plus de Syrie mais...du Yémen.

À LIRE

COMPRENDRE LE MOUVEMENT BDS

Omar Barghout, *Boycott, désinvestissements, sanctions*, Lux éditeur, 2010, 216 pages.

Le public canadien est souvent mal informé sur la situation du peuple palestinien. Ce livre comble une lacune et permet d'entendre le point de vue palestinien. Philosophe, ingénieur et chorégraphe, Omar Barghouti est membre fondateur de l'appel BDS. Il demeure à Ramallah et s'est vu récemment interdit de voyager par Israël et de se voir refuser le retour chez lui s'il sortait du territoire. Sur Skype, il a donné une conférence très appréciée par plus de 200 personnes au Forum social mondial de Montréal en août 2016.



À ENTENDRE



CHANGEMENT DE GARDE À WASHINGTON

Conférence, « *Changement de garde à Washington : à quoi s'attendre au cours des quatre prochaines années?* », avec Elisabeth Vallet, Karine Prémont, Julien Tourreille, Rafael Jacob, Christophe Cloutier et Frédéric Gagnon, 15 novembre 2016, 18h, Université du Québec à Montréal, Auditorium de BAnQ (Vieux-Montréal).

Une semaine après le vote du 8 novembre, l'Observatoire sur les États-Unis de la Chaire Raoul-Dandurand clôt sa série d'activités sur les élections américaines de 2016 en réunissant ses experts et expertes pour une table ronde analysant les résultats du duel Clinton / Trump. Il s'agira alors de répondre aux grandes questions de l'heure : Comment expliquer le vote ? Quel sera son impact sur la société américaine et l'avenir des partis démocrate et républicain ? Quel sera son incidence sur les relations entre les États-Unis et le Canada/Québec ?



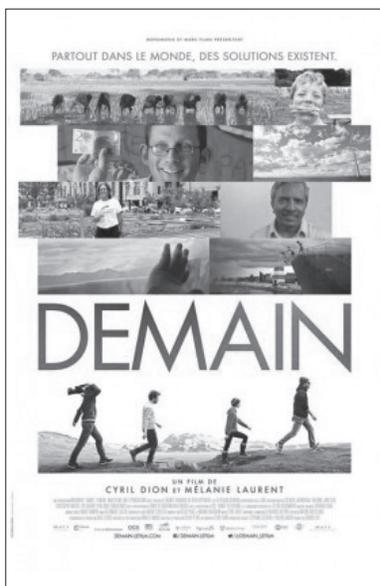
À VOIR



BÂTIR LE MONDE DE DEMAIN

Documentaire réalisé par Mélanie Laurent et Cyril Dion, *Demain*, 2016, France, produit par Bruno Lévy.

Et si montrer des solutions, raconter une histoire qui fait du bien, était la meilleure façon de résoudre les crises écologiques, économiques et sociales, que traversent nos pays... Suite à la publication d'une étude qui annonce la possible disparition d'une partie de l'humanité d'ici 2100, Cyril Dion et Mélanie Laurent sont partis avec une équipe de quatre personnes enquêter dans dix pays pour comprendre ce qui pourrait provoquer cette catastrophe et surtout comment l'éviter. Durant leur voyage, ils ont rencontré les pionniers qui réinventent l'agriculture, l'énergie, l'économie, la démocratie et l'éducation. En mettant bout à bout ces initiatives positives et concrètes qui fonctionnent déjà, ils commencent à voir émerger ce que pourrait être le monde de demain...



ET SI NOUS PARLIONS DE RACISME

Conférence, « *Conversation sur le racisme* », avec Natasha Kanapé Fontaine et Deni Ellis Béchard, dans le cadre des *Grandes rencontres du Collège Laflèche*, 10 novembre 2016, 12h15, Collège Laflèche de Trois-Rivières, salle Hubert Reeves.

Née en 1991 à Baie-Comeau, Natasha Kanapé Fontaine est Innu, originaire de Pessamit sur la Côte-Nord. Poète-interprète, comédienne, artiste en arts visuels et militante pour les droits autochtones et environnementaux, elle vit à Montréal. C'est l'une des voix les plus importantes du Québec. Ses recueils de poèmes explorent le questionnement identitaire, l'exploitation des ressources naturelles et le discours de la femme indigène. Quant à lui, Deni Ellis Béchard est un écrivain et journaliste franco-américain né en 1974 en Colombie-Britannique. La publication de son premier roman *Vandal Love* en 2007 a attiré l'attention d'Oprah Winfrey. Béchard a d'ailleurs remporté le Commonwealth Writers' Prize avec ce roman. Il a écrit plusieurs articles qui lui ont permis de visiter plus de 40 pays.



Nous vous proposons ci-dessous le texte gagnant de la troisième édition du concours La lettre ouverte : un outil citoyen, organisé par le Réseau In-Terre-Actif, secteur jeunesse du Comité de Solidarité/Trois-Rivières. Le concours s'est tenu en collaboration avec la Société d'étude et de conférences Mauricie/Centre-du-Québec et la Société Saint-Jean-Baptiste de la Mauricie. Plus de 1000 jeunes de 4^e et 5^e secondaire ont empoigné la plume afin d'exprimer leurs idées sur un sujet d'actualité.

UNE TERRE VERTE, PAS UNE MER NOIRE

Nous vivons au sein d'une société de consommation, donc très énergivore, qui ne cesse d'accroître ses besoins en énergie. On utilise cette énergie partout : pour chauffer, transporter, fabriquer, etc. Il y a beaucoup de moyens de produire de l'énergie, mais le plus répandu reste évidemment le pétrole, dont nous sommes inévitablement dépendants. Inévitablement, vraiment ? La société québécoise pourrait-elle se passer de pétrole dans l'avenir ? Bien sûr que oui, mais pas sans efforts considérables. C'est par l'électrification complète du réseau de transport que nous ferions un grand pas vers ce but, et par le remplacement des plastiques faits de pétrole par des substituts que nous l'atteindrions.



Justin Courtois

Collège Clarétain de Victoriaville

Bien que difficilement réalisable à court terme, l'électrification des transports est le meilleur moyen pour diminuer notre consommation de cette énergie fossile qui, par ailleurs, coûte des sommes phénoménales au Québec en frais d'importation. En effet, environ 70% du pétrole consommé au Québec sert à des fins de transport. Il faudrait tout d'abord récompenser l'achat de voitures électriques et pénaliser l'achat de gros véhicules qui consomment beaucoup d'essence. Favoriser les transports en commun est également une initiative fort intéressante dont nous nous servons déjà pour réduire à la fois le nombre de véhicules sur les routes et la quantité de gaz brûlé pour transporter un grand nombre de personnes.

Diminuer notre besoin en énergie fossile n'est pas seulement un enjeu budgétaire, c'est un enjeu planétaire. Beaucoup de gaz à effet de serre (GES) est dégagé dans l'air lors de la combustion de ce type de combustible, et cela a pour effet de réchauffer notre planète. De plus, le transport du pétrole par trains, par pipelines ou par bateaux comporte des risques qui peuvent s'avérer fatals pour les écosystèmes des milieux. Les déversements pétroliers ne sont malheureusement pas rares, et il est tout à notre avantage de diminuer notre dépendance à ce que l'on appelle communément l'or noir, même s'il est impossible d'arrêter complètement son utilisation à court terme.

Même si la majorité du pétrole utilisé au Québec sert à des fins de transport, il y en a tout de même partout autour de nous : brosses à dents, vêtements, médicaments, crayons, cellulaires... À peu près tout en contient, souvent sous la forme de plastique. Pourtant, si on ne peut se passer de ce matériau, on peut se passer de pétrole!

Il existe des alternatives pour réduire notre consommation de pétrole, entre autres : l'électrification des transports et la production de plastique à partir de matériaux biodégradables d'origine naturelle.

Il est désormais possible de fabriquer du plastique biodégradable à l'aide de divers matériaux naturels plus ou moins bizarroïdes. En effet, il est possible d'en fabriquer à partir de bananes, d'huile végétale, d'algues ou même... de carapaces de crevettes ! Cette alternative est très intéressante à développer et pourrait nous permettre de réduire considérablement notre consommation d'énergie fossile et notre empreinte écologique. Mais malheureusement, comme vous le savez, l'argent mène le monde et l'électrification des transports, ainsi que les alternatives au plastique, sont coûteuses à court terme, bien qu'elles soient largement rentables à long terme. C'est pourquoi nous devons procéder graduellement en remplaçant peu à peu le plastique pétrolier par le plastique biodégradable et les automobiles à essence par les voitures électriques.

Il est clair que ce changement ne se fera pas du jour au lendemain, mais il finira par se faire si chacun d'entre nous s'investit afin de réduire sa consommation de produits pétroliers. À long terme, il est possible de se passer du pétrole. Bien que ce soit un gros objectif, il est réalisable grâce aux alternatives au plastique et à l'électrification des transports, malgré les coûts qui y sont associés. Car après tout, quoi de mieux à laisser aux générations futures : une dette financière remboursable ou une dette écologique impayable ?





Le mouvement BDS entend répliquer pacifiquement, mais efficacement, à l'occupation et à la destruction des territoires palestiniens placés sous la férule d'Israël.



BOYCOTT, DÉINVESTISSEMENT, SANCTIONS (BDS)

CONTRE L'APARTHEID ET L'OCCUPATION DE LA PALESTINE

« La création de l'État d'Israël a déclenché une campagne de nettoyage ethnique et a conduit à la spoliation et à l'expulsion de plus de 750 000 Palestiniens. Encore aujourd'hui, Israël nie aux déplacés le droit de retourner chez eux et de reprendre leurs biens, au mépris des conventions internationales. C'est cette impunité et ce déni systématique qui ont été la motivation essentielle de la campagne « Boycott, désinvestissements, sanctions » (BDS), lancée par des mouvements populaires palestiniens en lutte contre l'occupation militaire de la Palestine et l'apartheid en Israël. »



Claude Lacaille

Le Comité de Solidarité/Trois-Rivières (CS3R) adhère à cette campagne non-violente de la société civile palestinienne qui vise les politiques gouvernementales d'Israël envers le peuple palestinien : occupation militaire, colonisation, apartheid, blocus de Gaza, interdiction du droit de retour des réfugiés, mur de séparation, inégalité de droits pour les Palestiniens vivant en Israël.

Cet appel BDS lancé en 2005 par une écrasante majorité d'organisations palestiniennes est aujourd'hui soutenu par nombre de syndicats, d'universitaires, d'organisations religieuses, de partis politiques et de mouvements sociaux de par le monde.

EN QUOI CONSISTE CETTE CAMPAGNE ?

Le boycott économique est un moyen de pression pacifique utilisé pour forcer un pays ou une compagnie à se conformer au droit international. Il consiste à ne pas acheter de produits de consommation ou de services.

Le désinvestissement consiste à faire pression sur l'économie israélienne en mettant fin aux investissements dans des entreprises qui soutiennent l'occupation militaire et la colonisation des territoires et qui en tirent profit. Cela concerne nos fonds de pension, entre autres choses.

Les sanctions. BDS fait pression pour que le Canada et le Québec gèlent tout accord commercial, culturel, scientifique avec Israël, qu'ils interdisent toute importation de produits provenant des colonies illégales installées en territoire palestinien occupé, et qu'ils condamnent Israël pour ses violations du droit international et des droits des Palestiniens.

Un embargo militaire contre Israël. La coalition BDS-Québec appelle à un embargo sur toute exportation militaire vers Israël. En effet, la capacité d'Israël à mener ses guerres est due en grande partie à l'aide militaire des États-Unis. Le président Obama ne vient-il pas d'octroyer à Benyamin Netanyahu une aide militaire de 38 milliards \$ US pour les dix prochaines années ?

En janvier 2014, un Partenariat stratégique Canada-Israël a été signé. La Coalition opposée au commerce des armes a docu-

menté plus d'une cinquantaine de compagnies militaires canadiennes et québécoises qui font des affaires avec Israël, documentation encore effective puisque le gouvernement Trudeau suit rigoureusement les politiques de Stephen Harper en ce qui concerne l'appui à Israël. D'ailleurs, en février 2016, au parlement d'Ottawa, le gouvernement libéral a appuyé une motion conservatrice condamnant le mouvement BDS comme étant raciste et antisémite.

« Cette accusation est complètement déplacée », écrit Omar Barghouti. « Elle est utilisée à des fins d'intimidation sur le plan intellectuel. Est-il vraiment besoin de rappeler ici que les appels palestiniens [...] ne visent pas les Juifs ni même les Israéliens en tant que tels ? Ils visent seulement Israël en tant que régime colonial qui viole constamment les droits des Palestiniens et les

lois internationales. Le soutien grandissant des Juifs américains et européens progressistes [...] est un argument de taille qui n'est pourtant jamais médiatisé. » D'ailleurs, il faut rappeler que certains Juifs appuient la campagne BDS au Québec.

INVITATION À JOINDRE LA CAMPAGNE BDS

Le CS3R lance donc officiellement une invitation à soutenir la campagne BDS. Le Comité de solidarité avec la Palestine a été mis sur pied pour informer la population de la Mauricie et du Centre-du-Québec sur une réalité trop souvent occultée, « compte tenu de la complicité profonde de l'Occident dans le maintien du système de colonisation et d'apartheid auquel Israël soumet le peuple palestinien. ». Les personnes intéressées à participer activement à cette campagne peuvent joindre les membres du Comité de solidarité avec la Palestine en s'adressant au CS3R.

MON APPEL AU PEUPLE D'ISRAËL: LIBÉREZ-VOUS EN LIBÉRANT LA PALESTINE

« Nous sommes opposés à l'injustice de l'occupation illégale de la Palestine. Nous sommes opposés aux assassinats à Gaza. Nous sommes opposés aux humiliations infligées aux Palestiniens aux points de contrôle et aux barrages routiers. Nous sommes opposés aux violences perpétrées par toutes les parties. Mais nous ne sommes pas opposés aux Juifs. »

« Nous, Sud-Africains, connaissons la violence et la haine. Nous savons ce que cela signifie d'être les oubliés du monde, quand personne ne veut comprendre ou même écouter ce que nous exprimons. »

[...]

« L'embargo sur le commerce infligé dans les années 80 à l'Afrique du Sud par des multinationales engagées fut un facteur clé de la chute, sans effusion de sang, du régime d'apartheid. Ces entreprises avaient compris qu'en soutenant l'économie sud-africaine, elles contribuaient au maintien d'un statu quo injuste. Ceux qui continuent de faire affaire avec Israël, et qui contribuent ainsi à nourrir un sentiment de "normalité" à la société israélienne, rendent un mauvais service aux peuples d'Israël et de la Palestine. Ils contribuent au maintien d'un statu quo profondément injuste. »

[...]

« Je me suis rendu dans les territoires occupés de Palestine, et j'y ai vu la ségrégation raciale des routes et des habitations. Cela m'a rappelé ce que nous avons connu en Afrique du Sud sous le régime raciste de l'Apartheid. J'ai été témoin de l'humiliation que subissent les hommes, les femmes et les enfants palestiniens qui doivent attendre des heures aux barrages militaires israéliens à chaque fois qu'ils se déplacent pour aller voir leur famille, aller à l'école ou au collège — cette humiliation

est un sentiment qui nous est familier, à moi et aux nombreuses personnes noires d'Afrique du Sud qui étaient régulièrement harcelées et insultées par les forces de sécurité du gouvernement de l'Apartheid. »

« En Afrique du Sud, nous n'aurions pu gagner la liberté et la paix sans l'aide de ceux qui, partout dans le monde, ont fait pression sur leur gouvernement et sur les entreprises privées par des moyens non violents tels que le boycott et le désinvestissement, pour les convaincre de mettre fin à des décennies d'appui au régime de l'Apartheid. »

Desmond Tutu



LA PSYCHOÉDUCATION SUR LES CHEMINS DE LA SOLIDARITÉ

Psychoed sans frontières (PSF) est une jeune organisation qui vise principalement à faire voyager la psychoéducation par le biais de la coopération internationale. Pour ce faire, des équipes d'étudiants/es du Québec sont formées afin de travailler au sein de partenariats préalablement établis avec des institutions éducatives et psychosociales de différentes communautés. Les personnes participantes sont inscrites dans un programme de baccalauréat ou de maîtrise en psychoéducation. Les séjours de Solidarité sont organisés conjointement avec le Comité de Solidarité/Trois-Rivières.



David Lalonde

PSF a pour objectif de proposer aux différentes communautés visitées des idées inspirées de l'approche d'intervention qu'est la psychoéducation. Le but de cette démarche est d'augmenter le pouvoir d'action des acteurs locaux quant aux divers enjeux liés à leur réalité quotidienne. Notre organisation souhaite également contribuer à la formation personnelle et professionnelle d'étudiants/es en psychoéducation en offrant des opportunités de stage dans des contextes culturels différents. Ceux et celles qui décident de s'engager dans cette aventure s'inspirent de la psychoéducation pour devenir des citoyens/nes du monde plus conscients/es de leur pouvoir d'action, autant à petite échelle que dans une perspective globale.

CONTEXTE DE FORMATION UNIQUE

En guise de préparation au séjour à l'étranger, les étudiants/es doivent participer à 40 heures de formation développées et animées par l'équipe de coresponsables de PSF. C'est dans le cadre d'une approche dynamique et interactive que les participants/es s'approprient le contenu des formations. Les activités visent à ce qu'ils et elles acquièrent des connaissances et développent des compétences liées au savoir-être et au savoir-faire nécessaires pour relever les défis auxquels ils et elles feront face sur le terrain. Sans négliger l'importance des exposés formels, les formateurs PSF prônent particulièrement l'expérience concrète comme source d'apprentissage et de développement. En ce sens, les étudiants/es sont plongés/es dans diverses situations comportant des objectifs pédagogiques précis. Au terme de la troisième fin de semaine de formation, les participants/es devraient avoir développé une dynamique de groupe épanouie, démocratique et solidaire, être équipés pour faire face au choc culturel, s'être appropriés les bases de l'approche terrain PSF et être sensibilisés aux inégalités à l'échelle mondiale ainsi qu'aux enjeux touchant leur communauté d'accueil.

NOTRE APPROCHE TERRAIN

Psychoed sans frontières travaille au développement d'une approche de coopération novatrice auprès de communautés culturel-

lement différentes. À l'arrivée dans le milieu d'accueil, PSF prône une intégration progressive. Lors de la première partie du séjour, les stagiaires sont principalement en mode observation et ouverture afin de comprendre les bases de la réalité locale et de s'accorder au rythme de celle-ci. L'objectif de cette démarche est de laisser le temps aux stagiaires de s'adapter ainsi que de trouver un état d'équilibre convenable leur permettant d'être disponibles auprès de leurs partenaires.

Une fois que les membres de l'équipe PSF se sont bien ajustés à leur nouveau contexte culturel, ceux-ci sont amenés à rencontrer leurs partenaires afin de faire connaissance et de partager les attentes de chacun. Il est important ici de souligner que les stagiaires de PSF tentent de développer des relations égalitaires dans lesquelles il y a une répartition juste du pouvoir et où le point de vue de chaque individu est considéré. C'est grâce à ce respect mutuel que les frontières culturelles et interpersonnelles peuvent s'estomper et faire place progressivement à la création de liens de confiance et à un partage d'idées. Selon PSF, cette façon d'établir les relations est un élément très important pour le maintien, mais surtout l'augmentation du pouvoir d'agir des intervenants/es au sein de leur communauté et donc, à l'autonomisation de celle-ci.

Les stagiaires de PSF tentent de développer des relations égalitaires dans lesquelles il y a une répartition juste du pouvoir et où le point de vue de chaque individu est considéré.

Plus concrètement, les stagiaires occupent une position de rôle-conseil. Ils/Elles encouragent ainsi les intervenants locaux à définir leur situation (leurs besoins, leurs difficultés, leurs forces, etc.) en gardant en tête que ces acteurs locaux sont les experts de leur réalité et que leur vision est le point de départ

de toute proposition. En ce sens, ce sont les partenaires qui décident, avec l'aide des membres de PSF, des besoins à explorer et de l'orientation du projet. Une fois cette étape complétée, c'est dans une perspective d'échange et de co-construction que les stagiaires pourront contribuer à la réflexion et à l'amorce d'une évolution des pratiques. De cette façon, tous les acteurs du partenariat ont l'opportunité d'ouvrir leur esprit grâce à la richesse du partage, ce qui leur permettra d'évoluer personnellement et professionnellement.

NOS PROJETS 2016

Au cours des mois de mai et juin 2016, 32 étudiants/es en psychoé-



David Lalonde (à gauche) en compagnie des étudiantes en psychoéducation qui ont participé au projet Psychoed sans frontières en Haïti à l'été 2016. Sur la photo : Sabrina Bourgela, Amélie Doucet-Charbonneau, Cassandra-Lynn Fortin, Pascale Choquette, Gabrielle Thériault, Ophélie Gilbert-Blanchard, Jacinthe Poissant-Dolbec, Marianne Fournier-Marceau, Vanessa Audet-Besner, ainsi que Jade Desroches.

ducation provenant de cinq universités québécoises ont participé à des projets de coopération dans cinq communautés situées à différents endroits dans le monde.

En Haïti, PSF a travaillé dans deux communautés. La première, Jacmel, est une ville qui accueille PSF depuis maintenant deux ans. Ce printemps, 10 étudiantes et un accompagnateur ont offert leurs services de rôle-conseil dans trois écoles primaires, une école d'anglais, un centre mère-enfant, un orphelinat et un centre pour enfants en situation de handicap. Des jumelages ont été faits entre des étudiantes PSF et des enseignants afin d'améliorer leur gestion de classe. Des formations et des ateliers de développement ont également été offerts dans les différents milieux.

La seconde communauté, Rodaille, est un village situé dans les montagnes et dépourvu des services de base (eau courante, électricité). En 2015, le partenariat entre l'école Jérémie Saint-Ford de Rodaille et PSF s'est établi à raison d'une journée par semaine. Au printemps dernier, un groupe de 5 participants/es et leur accompagnatrice a eu la chance de résider au sein de la communauté et d'y travailler 5 jours par semaine. Tout comme à Jacmel, les étudiants/es ont créé et animé des formations visant à outiller les professeurs afin d'améliorer leur gestion de classe.

Pour la 2e année de suite, une équipe PSF composée de cinq étudiantes et une accompagnatrice s'est rendue sur le continent africain. C'est dans la ville de Kébémér, au Sénégal, que le projet s'est déployé pendant une période de six semaines. Au cours de leur séjour, elles ont abordé diverses thématiques telles que les troubles de comportement, la gestion de classe, l'apprentissage par le jeu et les pictogrammes par l'entremise d'ateliers de formation dans des centres de la petite enfance ainsi que dans des écoles. Également, elles ont fait des suivis individuels auprès d'enseignants et d'éducateurs au sein de ces milieux. Un partenariat a aussi été établi avec un centre de soutien aux femmes qui font un retour aux études par le biais d'animations de cercles de discussions sur divers sujets.

Un projet pilote a été mené à Lima, au Pérou, avec une équipe de 8 étudiants/es et une accompagnatrice. En premier lieu, plusieurs

séances d'observation et de collecte d'informations ont été effectuées dans une école spécialisée pour personnes handicapées et dans un orphelinat. Une fois l'évaluation des besoins complétée, des ateliers ont été offerts aux intervenants de l'orphelinat.

Enfin, 2016 a aussi été l'année de naissance d'un partenariat entre PSF et une communauté des Premières Nations du Québec. Ainsi, 4 étudiantes se sont déplacées dans la communauté atikamekw de Manawan pour offrir des services de rôle-conseil auprès du personnel des écoles primaire et secondaire. Des suivis personnalisés avec certains enseignants ont été réalisés afin que ceux-ci puissent améliorer leur gestion de classe. Finalement, des ateliers de groupe ont été animés dans les deux écoles, notamment sur le trouble du spectre de l'autisme, la gestion de classe et la persévérance scolaire.

L'AVENIR DE PSF

Psychoed sans frontières est actuellement en pleine émergence et ce, à plusieurs niveaux. L'équipe de coresponsables est en constante réflexion afin de faire évoluer la structure globale, la qualité de la formation offerte aux étudiants/es, l'approche terrain ainsi que les relations avec les partenaires de PSF. Notre organisation compte également se formaliser au cours des prochains mois en acquérant le statut légal d'organisme sans but lucratif.

Jusqu'à présent, la plus grande difficulté qu'éprouve PSF est de trouver des sources de financement. En effet, les projets PSF sont majoritairement autofinancés par les étudiants/es qui s'y engagent. De ce fait, plusieurs étudiants/es moins aisés/es financièrement ne peuvent se permettre de déboursier et donc de s'impliquer dans un des projets alors que d'autres n'ont d'autres choix que de s'endetter pour y arriver.

Enfin, dans le but de poursuivre son évolution, l'organisation aimerait collaborer avec l'Ordre des Psychoéducateurs et des psychoéducatrices du Québec, avec les départements en psychoéducation des universités québécoises ainsi qu'avec toute autre institution qui pourrait être ouverte à établir des relations réciproques avec PSF. Toute personne intéressée peut d'ailleurs rejoindre PSF via notre adresse courriel : psychoed.sans.frontieres@gmail.com

CARNET DE VOYAGE EN BOLIVIE

Angela Watts a réalisé un stage de solidarité internationale en Bolivie, dans le cadre du programme de Stages internationaux pour jeunes autochtones, d’Affaires mondiales Canada. Étudiante au Collège Dawson et originaire d’Eastmain, cette jeune femme de la Nation Crie a séjourné durant 4 mois en Bolivie auprès du Centro de Promoción de Salud Integral (CEPROSI).

ENSEMBLE, NOUS POUVONS FAIRE UNE DIFFÉRENCE

16 juin 2016. Je regarde par le hublot de l’avion les gratte-ciels de Montréal qui disparaissent lentement sous les nuages. Je ressens un mélange de panique et d’excitation en réalisant que je ne reverrais pas la métropole pendant 4 mois. Je n’ai aucune idée à quoi m’attendre, à part que j’atterrirai à l’aéroport international d’El Alto en Bolivie 23 heures plus tard.



Angela Watts

Stagiaire au Programme de stages internationaux pour les jeunes autochtones

En descendant de l’avion, je ressens immédiatement les effets de l’altitude (plus de 4000 mètres) et le faible taux d’oxygène. Mon cœur bat la chamade et ma tête tourne pendant que le taxi nous conduit sur des routes étroites et sinueuses vers le centre-ville de La Paz. Je me souviens encore de l’omniprésence des cholitas (femmes boliviennes en habit traditionnel) et leurs tresses allant jusqu’au bas de leur chandail coloré, de jeunes amoureux se promenant main dans la main, des montagnes de fruits frais et parfumés, des stands de viande à aire ouverte...

Depuis mon arrivée, je me suis habituée à l’altitude et aux différentes odeurs de ma nouvelle ville. Une routine s’est installée, allant de visites à mes cafés favoris, à mes après-midi à explorer les alentours avec mes nouveaux amis. Pendant la semaine, je travaille sur le projet avec l’organisme pour lequel j’effectue mon stage : le CEPROSI. Mon mandat consiste à faire de l’éducation du public au sujet de la pollution et des solutions possibles, comme le compost et le recyclage. Chaque après-midi, nous visitons des centres de femmes pour animer des ateliers sur la gestion des déchets et la récupération. Cela me rend fier d’apprendre par la suite que des femmes ont débuté leur propre compost à la maison avec l’aide de leurs enfants.

J’ai eu la chance d’être invitée à quelques événements organisés par l’ambassade du Canada à La Paz. J’ai pu rencontrer et discuter avec d’autres volontaires et travailleurs canadiens, me faisant un portrait d’ensemble sur la présence des Canadiens en Bolivie. J’en ai appris beaucoup sur les différents projets en cours à La Paz et ses environs, par exemple pour l’accès à une saine alimentation. Nous sommes plusieurs à avoir le même objectif et, ensemble, nous pouvons faire une différence.

L’apprentissage de l’espagnol se fait beaucoup par vagues. Certains jours, j’ai du mal à enchaîner trois mots et, le lendemain, je fais la conversation sans trop de peine. Je dirais que l’expérience du voyage est assez similaire à l’apprentissage d’une nouvelle langue : il y a des hauts et des bas et ce n’est pas tous les jours qui sont empreints d’aventures extraordinaires.

À travers ce séjour de solidarité internationale, je réalise que je suis capable de beaucoup de choses. Je n’apprends pas seulement de nouvelles choses chaque jour, mais je me construis également un nouveau chez-moi ici, en Bolivie. Pour moi, rentrer à Montréal sera teinté d’un sentiment doux-amer : autant il me fera du bien de retrouver mon monde après 4 mois à l’étranger, autant La Paz va atrocement me manquer. Chose certaine, c’est que je rentrerai au Canada déjà prête pour une autre grande aventure !

Traduit de l’anglais par Marie-Pier Alarie.

Angela Watts a passé quatre mois en Bolivie dans le cadre du Programme de stages internationaux pour jeunes autochtones, parrainé en Mauricie par le Comité de Solidarité/Trois-Rivières. Crédit : CS3R.

Deux façons de participer à la campagne de financement du Comité de Solidarité

1.

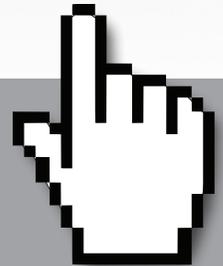
**EN POSTANT
UN CHÈQUE
À L'ORDRE DE :**

**CSTM - Fonds de charité
942, rue Ste-Geneviève,
Trois-Rivières (Québec)
G9A 3X6**

2.

**EN LIGNE DE
FAÇON SÉCURITAIRE**

www.cs3r.org/don



SOIRÉE SANS FRONTIÈRES

du Comité de Solidarité/ Trois-Rivières

SAMEDI 5 NOVEMBRE 18 H

Centre communautaire des Ormeaux
300, rue Chapleau, Trois-Rivières
(secteur Cap-de-la-Madeleine)



COMITÉ DE SOLIDARITÉ
TROIS-RIVIÈRES



Au menu de la soirée :

- Buffet chaud à saveur haïtienne
- Vin et bière en vente
- Prestation artistique de Basile Seni
- Tirage de prix de présence
- Kiosques sur nos projets de solidarité internationale
- Témoignages des stagiaires Québec sans frontières
- Remise du Prix Solidarité Brian-Barton

Cette activité a lieu dans le cadre des Journées québécoises de la solidarité internationale qui sont rendues possibles grâce à l'appui financier du ministère des Relations internationales et de la Francophonie du Québec. Cet événement est coordonné au Québec par l'Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI).

 JOURNÉES QUÉBÉCOISES
de la SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

30 \$ Achetez vos
billets en ligne

WWW.CS3R.ORG
ou téléphonez au
819 373-2598

PARCE QU' **AGIR, C'EST CHOISIR**
LE MONDE

CONCEPTION GRAPHIQUE : MARTIN RINFRET



Relations
internationales
et Francophonie
Québec 

 Affaires mondiales
Canada Global Affairs
Canada


Association québécoise
des organismes de
coopération internationale